

10

Informations

Correspondance

Ouvrières

SOMMAIRE

<u>PAGES</u>	
I	U.S....
	Lettre de Boston, la richesse des nations
3	MONDE NOUVEAU SI- GAUCHISME NO
	sur le livre de Cohn-Bendit
7	BELGIQUE, lettre
8	UN HOMME AVERTI en vaut DEUX
10	RENAULT, 5 décembre, quelle grève? et la suite
13	FRANCE, des travailleurs
16	I C O, liaisons et travail
20	Comités d'action RENault
24	CONGRES de l'U N E F.
26	A propos de l'AUTOGESTION
	en mai-juin 68: ce que nous faisons et ce qu'on
	en dit
30	A.G.F. - la récupération des heures de grève
29	PUBLICATIONS
hors texte	RENCONTRES

LE NUMÉRO

mensuel

Le mardi matin, coup de théâtre dans le comité de grève: à 9h dès l'ouverture un représentant CGT déclare que la CGT est opposée à toute forme d'action quelle qu'elle soit (et particulièrement à la manifestation projetée) et à la constitution de tout comité d'action ou autre (la grève étant finie, ce sont les "élus du personnel " membres des syndicats qui reprennent leurs fonctions et décident de tout). Il invite tous les membres CGT à se retirer du comité de grève, ce que la plupart font effectivement. Des discussions laborieuses s'engagent. Un dirigeant CFDT révèle que les dirigeants des syndicats de l'assurance ont "siégé" une partie de la nuit et qu'il a dû faire face à de violentes attaques du secrétaire national assurance CGT. Comme la discussion s'éternise et qu'il est manifeste que les syndicats remettent tout en question et vont torpiller le mouvement, deux membres du comité de grève font ronéoter le tract du comité de grève et le diffusent dans la matinée au siège et dans toutes les annexes. Aussitôt dans les services, des délégués sont élus et commencent à prendre contact avec le comité de grève. Mais les dirigeants syndicaux mobilisent leurs appareils: ils disent qu'il faut attendre. Toute l'après-midi du mardi II se passe en palabres secrets de bureaux syndicaux et peut-être aussi avec la direction. La journée se passe et les employés attendent toujours: dans la soirée un communiqué est diffusé sous l'étiquette du comité de grève par les bureaux syndicaux. C'est l'alignement sur la position de la CGT:

" Au cours de la réunion à laquelle elle avait convoqué les organisations syndicales d'employés le II juin 1968, la FFSA a admis que la question du paiement des heures de grève ne serait pas traitée au niveau de la Fédération.

"Ceci pouvant s'interpréter comme un renvoi de la décision de chaque entreprise une entrevue a été immédiatement demandée à la direction générale des ACF. Cette entrevue aura lieu à 16h30 ce jour même.

" Dans le cadre d'une coordination des actions des Groupes nationalisés, représentés dans les discussions de ce matin, des démarches semblables seront effectuées au même moment dans chacun de ces groupes.

" Nous vous ferons connaître dans la journée de demain le résultat de cette entrevue au cours d'une assemblée générale du personnel.

" Les formes d'action qui avaient été envisagées se trouvent donc suspendues jusqu'à ce que ce résultat soit connu.

" En particulier la mise en place effective du comité d'action qui a fait l'objet de la circulaire diffusée au cours de la matinée du II sera éventuellement décidée au cours de l'assemblée générale précitée. "

(A suivre).

oooooooo

U.S.A

Lettre d'un camarade de BOSTON: /

"...Ici peu de chose se passe politiquement du moins de manière organisée mais il y a une croissance constante du chaos. Dans diverses grandes villes, des grandes écoles sont fermées pour de courtes périodes : plus spécialement à Los Angeles, Chicago et New-York. Souvent ceci provient du "mouvement noir" mais à Chicago les étudiants noirs ont été soutenus par quelques blancs et à New-York la grève des "écoles noires" a été le signal du départ d'une action des blancs. La cause en est le mécontentement général des "étudiants": "nous n'apprenons rien", "les écoles sont des prisons" etc.. La grève des étudiants au collège d'Etat de San Fransisco, bien qu'il s'agisse en fait d'étudiants d'université, n'est pas tellement différente en fait. Les revendications originelles des noirs sont "primitives": plus d'étudiants noirs, des professeurs noirs et même des diplômés noirs (par exemple: licence es culture noire) mais ils servent à libérer des frustrations et des tensions énormes. Le collège de San Fransisco et ceci est assez intéressant, a toujours été un des collèges les plus libéraux de Californie. En tout cas, il est maintenant habituel de voir la police ordinaire et la police spécialisée contre les émeutes (l'équivalent de vos C R S) stationner dans des collèges et des écoles de toute sorte, de tout niveau. Pendant ce temps, la société poursuit son cours apparemment sans être touchée. Pourtant elle devra évoluer vers des institutions/nettement fascistes. Il y a quelque activité parmi les ouvriers, mais ces activités restent tout à fait isolées: grèves sauvages, grèves anti-syndicales, etc... Au Texas, il y a en ce moment une grève des métallurgistes pendant laquelle il y a eu des coups de feu de tirés et du dynamitage. A Détroit, deux usines d'automobiles ayant beaucoup d'ouvriers noirs ont vu se développer des syndicats anti-syndicats, créés par des noirs à l'origine, mais rejoints par des blancs. Des slogans révolutionnaires s'y mêlent aux slogans nationalistes noirs (par exemple davantage de cadres noirs, etc..) Dans le proche avenir, la situation semble quand même bien pâle, mais on verra bien à une échéance plus longue. "

/plus

- d'un autre camarade américain: /

" La RICHESSE DES NATIONS: taureaux enragés sur le marché de l'argent

" La crise monétaire actuelle tient moins à la valeur relative du franc, du mark, du dollar, qu'à la redistribution du pouvoir dans l'économie mondiale: entre l'Europe occidentale et le Japon d'une part, les Etats-Unis d'autre part.

Le dollar fut souverain dans les dix années qui suivirent la guerre. Surévalué, il permet aux américains d'investir en force dans les industries européennes- qu'à présent les capitalistes européens veulent posséder- et d'avoir la haute main sur la plupart des réserves monétaires du monde, autres que l'or. Voici que les européens sont, collectivement, assez forts pour défier les E.U. dans le commerce mondial et les investissements; ils ne voient aucune raison de dépendre d'un dollar auquel l'inflation qui s'accélère en Amérique, retire de plus en plus de valeur.

La crise de 1968 a commencé par le dollar, y reviendra probablement et se bouclera sur lui. Ce qui n'empêchera pas les spéculateurs d'attaquer la livre, le franc et peut-être d'autres monnaies. Sur le plan social, pareille instabilité est grosse de conséquences: tant l'Angleterre que la France peuvent être contraintes de tourner bride sur le chemin du bien-être social; peut-être verra-t-on se jouer une deuxième manche entre les travailleurs français et De Gaulle; peut-être Harold Wilson devra-t-il, par force, réfléchir au socialisme. Plus vraisemblables sont les réductions des budgets militaires européens - dépenses d'outre-mer et armements- ainsi que les mesures protectionnistes contre les importations et l'évasion des capitaux. L'un et l'autre parti coûteraient encore plus d'argent à l'Amérique, et le dollar en pâtirait beaucoup, car il est moins capable encore que le mark ou le franc de résister aux chocs.

/les évasions de

Si l'Europe dévalue ses monnaies, l'évasion des capitaux américains s'aggravera, et compromettra plus encore la balance des paiements de l'Amérique. Les spéculateurs, et les gouvernements avec eux, décideront inévitablement que l'or est la réserve la plus sûre, accroissant ainsi la pression sur les encaisses des E.U. qui déjà baissent rapidement, et haussent le prix du métal. Au cas où les E.U. mettraient l'embargo sur leur or, les banquiers européens les ont avertis: ils créeraient leur propre bloc monétaire, où le rôle du dollar se trouverait encore plus réduit. Dans l'intervalle et jusqu'au coup d'arrêt de Washington, nombre d'entreprises étrangères échangeront leurs dollars contre de l'or américain, ou continueront de se délester de leurs dollars contre des actions américaines (ils en ont acheté, pendant la seule période 1967-68, pour la valeur de 1,5 milliard de dollars). La moindre brèche leur sera bonne pour lutter contre la confiance dans le dollar.

A quand le dollar carte sur table? Cela dépend de bien des variables mais le temps ne fait rien à l'affaire. L'Allemagne n'acceptera pas indéfiniment des monnaies étrangères menacées de dévaluation, qui la menacent d'immenses pertes en papier. A supposer que Bonn réévalue le mark pour mettre fin à la spéculation, les dépenses militaires américaines en Allemagne feront un bond - et c'est pourquoi Washington a exigé le maintien de ce statu quo chancelant. Apparemment, l'Europe ne forcera pas la main aux E.U. tant que l'administration Nixon n'aura pas dévoilé sa politique économique; en d'autres termes tant qu'on ne saura pas d'elle ce qu'elle compte faire au Viet-Nam - et le Viet-Nam c'est aujourd'hui la cause majeure de l'inflation intérieure et du déficit de la balance des paiements.

Tout ce qui affaiblit le dollar rend la guerre au Viet-Nam plus coûteuse et retourne contre cette guerre des secteurs de plus en plus larges de la finance et des affaires. Du Wall Street Journal aux grands banquiers, on a entendu cette année bien des déclarations sur la fin de la guerre, condition préalable pour sauver le dollar de la dévaluation - c'est-à-dire sur le double médicament militaire et monétaire qui préservera partout ailleurs le pouvoir économique des E.U. Les banquiers d'Europe espèrent que Nixon tentera d'équilibrer le budget, en retranchant sur les frais de la guerre, en mettant un terme à l'inflation, et en suivant généralement la stratégie fiscale déflationniste que les E.U. imposèrent à l'Europe après 1947. Pour les banquiers d'Europe, Arthur F. Burns et Milton Friedman sont les conseillers financiers en faveur dans l'entourage de Nixon; qu'ils déterminent la politique de la nouvelle administration, cela se ressentira dans la réponse que l'Europe donnera sur l'avenir du dollar. Car l'option majeure, à laquelle les experts européens réfléchissent aussi, c'est le protectionnisme américain et la guerre économique: de quoi scinder le monde capitaliste en deux blocs commerciaux de plus en plus hostiles.

Jusqu'à un certain point, un point critique, les nations du Marché Commun sont sur le même bateau que les E.U. et elles ressentent le roulis en dépit de leur prospérité croissante et de leur conservatisme fiscal. Elles peuvent trouver la stabilité en faussant compagnie au dollar - et non en se faussant compagnie entre elles - et elles y seront amenées en France, en Angleterre, et en Italie pour se garder dans leur dos de la cravache politique, étudiante, et ouvrière. Nixon peut souhaiter une politique économique conservatrice; à cette seule condition, l'Europe continuera de tolérer des dollars en papier qui iront perdant de leur valeur; mais il y faudrait des ruptures totales en matière politique et militaire: non seulement en finir au Viet-Nam mais aussi en rabattre dard-dard sur le globalisme américain, éviter les aventures dans les années qui viennent. En vérité les années passées à Wall Street ont pu civiliser Nixon et lui faire comprendre qu'à moins d'arrêter la guerre, les E.U. risquent à présent de perdre leur hégémonie sur l'économie mondiale. Il peut être tenté de négocier à Paris un véritable règlement - ou de trancher rapidement sur le terrain militaire. Mais il devrait être évident désormais que s'entrelacent la guerre au Viet-Nam et l'avenir de la puissance économique américaine et du dollar.

Les experts en économie, les banquiers, sont effrayés. Ils sont conscients de ce choix fondamental. En attendant que la nouvelle administration soit en place ils recourent à divers expédients dont les conséquences réelles - comme la dévaluation

de la livre- leur échappent toujours dans l'instant. Il se peut que les spéculateurs, bande capricieuse de taureaux affolés, passent d'une monnaie à l'autre et bouleversent tous les plans à court terme. Il se peut que dix millions de travailleurs français - ou italiens- fassent crouler les calculs des uns et des autres.

ooooooo

monde nouveau, si - gauchisme, no

Le livre de Cohn-Bendit (1) est assurément le plus important des ouvrages consacrés aux Journées de mai 68. Son mérite essentiel est d'avoir repris des idées plus ou moins éparses dans des revues à tirage forcément restreint et de leur assurer ainsi une diffusion considérable à l'échelle internationale. D'où une richesse d'idées, une variété de points de vue que les professeurs, seuls en général à écrire des livres, seraient fort en peine d'avoir. Mieux encore C.-B., quand il l'a vraiment tenté (il admet lui-même un "certain délayage") a su présenter ces idées d'une manière claire et accessible, parfois même les dépasser.

C'est surtout en ce qui concerne le milieu étudiant que C.B. (lui ou/ et d'autres, n'importe !) dépasse les idées acquises, grâce sans doute à l'appartenance physique à ce milieu, la présence sur place, comme à l'épreuve historique. Mais grâce aussi à une vision sociale, et non plus furieusement individualiste-élitiste comme celle des situationnistes qui, dans leur fameuse brochure, ne voyaient qu'un moyen d'en sortir le démerdage, l'action personnelle en vue de devenir sociologue chercheur d'Etat, soi-disant pour empoisonner le système (2). C.B. s'est judicieusement approprié ce qui faisait la force de la critique situationniste : la révolte à l'état natif, l'analyse matérialiste de l'Université, de ses usagers et du mode d'enseignement, le constat motivé d'une crise généralisée de la culture moderne. "Il" y ajoute cependant une dimension nouvelle quand il fait ressortir qu'au départ la lutte se mène directement, là où l'on est, à la fois pour mettre en avant des revendications immédiates - dont la satisfaction est en même temps possible et douteuse- et pour arriver à une prise de conscience de la condition humaine dans les pays industriels.

En revanche, C.B. n'a pas cherché à approfondir, c'est-à-dire s'est refusé à discuter, les pages qu'il a recopiées dans la brochure d'I.C.O. Or il y avait là, de sa part, matière à critique, preuve en est qu'il évacue systématiquement tout ce qui a trait à l'une de "nos" thèses fondamentales.

Selon "nous", la transformation de la société a pour condition première absolue, la transformation graduelle des mentalités, dans et par la lutte de classe révolutionnaire; en outre, la mentalité "ouvrière", entretenue par les organisations traditionnelles, est avant tout secrétée constamment par les conditions mêmes de la production capitaliste (passivité du travailleur soumis à une machine, contrainte de l'argent, attachement à l'immédiat, etc.); cette mentalité forme donc l'une des principales forces spirituelles sur lesquelles peut compter le pouvoir bourgeois. Les conclusions implicites de cette thèse sont claires: loin d'être "fragiles" (p.128), les superstructures

(1) "Le Gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme" éditions du Seuil.

(2) De la misère en milieu étudiant ..., p.12. L'une des grosses têtes de l'I.S. dans une lettre à ICO (N° 57, p.14) explique que la solution proposée c'est en réalité "le pouvoir aux conseils ouvriers"; voilà qui rappelle la social-démocratie d'hier et d'aujourd'hui, son programme maximum, à l'usage du bon public, et son programme minimum dont le seul résultat tangible est la conquête d'un grand nombre de sièges de conseillers municipaux et autres.

de la société capitaliste, ont une puissance colossale et, pour en venir à bout, toute une période historique de luttes acharnées sera nécessaire.

Une autre conséquence de cette thèse, c'est que la propagande, c'est-à-dire la discussion, doit tendre à contester ce qui est présent là où l'on est, donc la forme d'organisation capitaliste, les notions de hiérarchie et de compétence, l'inefficacité concrète des institutions représentatives en général (parlement) ou propre à la classe ouvrière au sens large (syndicats, comités d'entreprise, procédures de conciliation, etc..) bref, la notion de dialogue. C'est pourquoi I C O n'est pas purement anti-syndicat - comme certains de ses dénigreur se plaisent à le présenter (3) - mais s'attache à mettre en lumière, dans leur vérité concrète, les formes d'action autonomes de la classe qui, elles, sont obligatoirement opposées à la dictature syndicale. C'est aussi pourquoi, dans cette optique, la critique du léninisme, lointain phénomène historique n'a qu'une importance tout à fait secondaire.

C.B., persuadé à l'inverse de la fragilité du pouvoir bourgeois, écrit que :

" si le 25 mai au matin Paris s'était réveillé avec plusieurs ministères occupés le gaullisme s'effondrait immédiatement(...) et l'autogestion devenait une nécessité à réaliser sur le champ." (p.75).

" qu'il s'en est fallu d'un rien pour que tout fût balayé " (p.76) mais que la situation n'a " pas été exploitée à fond " (p.78). C'est croire et laisser croire qu'il suffit d'un coup de force pour tout changer, irréversiblement, que dix jours de grève semi-légale suffisent à dissiper la structure d'idées, la passivité et la crainte, engendrée par un siècle de routine et d'abrutissement désespéré, pourvu qu'une minorité agissante montre la bonne voie. Que, dans certaines circonstances, l'action de minorités de ce genre puisse prendre une importance primordiale, c'est une chose, mais aussi comment oublier qu'elle surgit le plus souvent d'une manière spontanée et qu'elle constitue un facteur parmi d'autres, un facteur nécessaire mais non suffisant. Ainsi donc à mon avis, la brochure d'I C O fait-elle bien de critiquer avant tout les syndicats et le réformisme en général, en tant que réalité concrète, vécue, et C.B. a-t-il tort de consacrer près de la moitié de son livre à instruire le sempiternel procès du bolchevisme qui, comme tel, n'a jamais véritablement pris pied au sein du capitalisme occidental. Si C.B. enuse de la sorte ne serait-ce pas qu'il croit peu ou prou, en bien ou en mal, au rôle déterminant de minorités et d'idéologies particulières? En tout cas n'est-ce pas précisément cette croyance par laquelle on peut aujourd'hui définir le gauchisme, au sens le plus général et donc, le plus vague du terme? Même s'il est parfois de bon ton de refuser tout système d'idées (ce qui n'est d'ailleurs pas le cas de C.B.).

Certes, à l'heure actuelle, nous ne pouvons agir qu'en minorité essayant de propager des informations et des idées d'une manière ou d'une autre. Et s'il est commode de le nier, cela revient aussi à se payer de mots, car les négateurs tempêtent dans les assemblées ou les publications d'une organisation, c'est-à-dire à tout le moins d'un groupe de personnes quelconque. Qui plus est, il se trouve que dans les milieux où nous avons le plus souvent l'occasion de nous exprimer, à Paris du moins, s'agitent des groupuscules qui se prennent chacun pour le parti bolchevik russe en personne tout en n'étant guère autre chose que des surgeons débiles de l'archaïque socialisme de gauche. Dès lors, la tentation devient grande de s'installer dans des polémiques contre d'autres minorités, d'autant plus que le passé fourmille d'exemples à première vue convaincants de la nocivité propre à certaines formes d'organisation. L'ennui, c'est qu'on discute en général de la sorte sur la base de concepts (" le parti", "la spontanéité") dont la qualité essentielle est d'avoir germé il y a 50, 60 ans et plus dans la tête de théoriciens socialistes répondant à une conjoncture située dans un espace et un temps donnés; l'ennui c'est - pour reprendre l'expression de C.B. - qu'on ne fait ainsi que "remuer les

(3) Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations - R. Vienet - Collection Témoins - Gallimard - p.180-

poubelles de l'Histoire" (p.27).

Les rappels historiques sont assurément utiles dans la mesure où ils permettent de mieux faire comprendre une situation présente (le point de vue qu'on a sur elle) et de dénoncer l'ennemi. C.B. a donc raison de rappeler comment le Parti communiste français a étouffé et dévoyé depuis tant et tant d'années les mouvements de la base (encore eût-il été bon de faire ressortir que ces mouvements étaient voués à l'impuissance faute d'une forme d'organisation nouvelle, d'un réseau de coordination autre que celui qui résultait de dizaines d'années de luttes et de réflexes acquis, faute aussi, par conséquent, d'idées nouvelles à inscrire dans les faits). C.B. a raison également de souligner (p.188-190) qu'il s'agit d'un phénomène universel, aisément repérable dans la politique des travaillistes anglais, des bonzes syndicaux américains, ou des social-démocrates allemands, tous farouchement anti-léninistes pourtant. Mais pourquoi diable, dans un livre destiné à une grande diffusion internationale, avoir fait déboucher cet essai de critique fondamentale sur un aspect mineur: la version que Léon Trotsky a donné de la révolution russe?

Rien n'est plus naturel pour un mouvement faible, très fragile, voulant agir dans un milieu où les conceptions bourgeoises prédominent encore massivement, que de passer au crible des expériences et des idées passées pour éclairer son expérience présente et contribuer à l'élaboration d'idées nouvelles. Mais il faut tout de même essayer d'ouvrir la bonne porte et ce n'est sûrement pas celle d'un dirigeant, Trotsky, cherchant à former de "bons" dirigeants en montrant combien une mauvaise direction (ses rivaux mortels comme par hasard) est nuisible. Interroger la révolution russe -pourquoi pas?- n'a de sens, à mon avis, que si cela permet de faire ressortir la catastrophe à laquelle va le mouvement émancipateur lorsqu'il se révèle incapable de mettre en place lui-même "le socialisme et l'organisation socialiste" (Osinski, cité par C.B., p.246), et donc la nécessité d'une discussion sérieuse sur le monde nouveau. (non pas, bien entendu, à partir d'affirmations arbitraires et hétéroclites, comme on a pu en lire ici même - "à propos de l'autogestion", I.C.O. N° 74, pp.20 sq)- mais sur la base de principes généraux, susceptibles d'être vérifiés et discutés- voir par exemple la sixième et dernière partie de notre brochure).

Une telle discussion, il va de soi, est inconcevable sans une mise à nu des grands mécanismes animant la société actuelle. Sur ce plan, le gauchisme d'aujourd'hui (au sens: tout ce qui se réclame peu ou prou du marxisme à gauche du PCF) ou bien refourbit de vieux schémas désormais inadaptés, ou bien refuse l'analyse. Ainsi a-t-on vu, à l'occasion de la récente crise monétaire, les uns annoncer la fin prochaine du capitalisme (pas moins!), les autres (Passer-Outre, N° 2) faire en quelque sorte l'apologie de l'ignorance. L'attitude de C.B. heureusement, est toute différente. Il essaie de comprendre et de faire comprendre le monde actuel. Là où ça ne va plus, selon moi, c'est quand il analyse l'Etat moderne en France dans la seule intention de démontrer qu'il n'y a qu'à pousser un bon coup pour le faire tomber.

Le facteur déterminant la politique présente de cet Etat, dit-il en substance, est constitué par les groupes d'intérêts capitalistes qui, entre autres, interdisent toute réforme de la fiscalité, tout contrôle effectif des prix, etc... A quoi vient s'ajouter une "inertie du système" engendrée par "la structuration croissante de quelques grands partis":

" L'Etat se désintègre sous l'effet de ce double processus (...) se trouve privé du soutien de couches sociales (la droite et la gauche traditionnelles) les plus favorables à son intervention (...) Les conséquences de ce morcellement du pouvoir sont claires: l'Etat se trouve incapable d'affronter aucun problème qui intéresse la vie nationale dans son ensemble. (...). L'échec longtemps dissimulé de l'Etat se transforme en son effondrement ". (p.149-156).

Autrement dit, le jeu des intérêts opposés, hier encore force motrice de l'expansion capitaliste, se serait métamorphosé en force de freinage d'une puissance telle que l'Etat est sur le point de sauter. Toutefois, les arguments invoqués à l'appui manquent pas mal à persuader. Ainsi, pour s'en tenir à ce point, quand C.B. nous dit

L'Etat incapable de promouvoir une réforme fiscale, il n'a pas tort; mais cela ne gêne pas du tout les grands capitalistes, au contraire, et tous les riches y trouvent plus ou moins leur compte. En outre, fait d'une toute autre importance, le système fiscal moderne et le jeu des manipulations et des subventions qu'il permet donnent au capitalisme moderne une élasticité et un dynamisme qu'il n'avait nullement autrefois.

Non seulement la modernisation s'est effectuée et se poursuit grâce à l'intervention active de l'Etat, mais, de plus, celui-ci gère directement une grande partie des moyens de production et des services essentiels à la vie du pays. Pour que l'Etat soit seulement menacé de désintégration il faudrait qu'il se trouve soumis aussi bien à des pressions réitérées des masses qu'incapable de surmonter une crise financière et économique de grande ampleur. Que cette perspective ait des probabilités assez fortes de prendre corps, on n'en disconvient pas, mais ce n'est pas la réalité immédiate. Il faudrait sans doute s'étendre longuement là-dessus. Faute de place, je me contenterai de répéter ce qui a déjà été dit ici et qui est essentiel: une classe dominante, un Etat, qui sent la situation lui échapper, ne se contente pas d'user de grenades lacrymogènes.

L'Etat, sans doute, est le lieu où s'arbitrent les conflits entre groupes capitalistes et autres, mais il n'y a rien là qui puisse en général le vouer au "morcellement" (ce serait différent dans le cas d'une crise sociale violente et prolongée); bien au contraire cette fonction le fait apparaître, sous sa forme idéologique suprême de nation et de démocratie, comme l'organe permanent de la survie, un facteur d'équilibre et de cohésion. Il ne pousse pas seulement ses tentacules dans l'économie mais plonge profondément ses racines dans la conscience des hommes. Pour le grand nombre, il constitue le seul modèle concevable d'organisation sociale. Il ne s'agit pas simplement d'une force matérielle enserrant la vie de tous dans un étai administratif et policier d'une gigantesque machine politique et économique. L'Etat gère en effet, une partie de la vie des individus au travers de la Sécurité sociale, des systèmes de retraites et d'aides aussi diverses que nécessaires à la bonne marche au jour le jour de la société globale. C'est donc aussi une force spirituelle qui institutionnalise au plan social les conditions de passivité générale engendrée à chaque instant par le capitalisme -les formes de travail et de vie- qui les entretient et s'en fait un rempart; les élections par exemple sont toujours une manifestation triomphale de sa puissance sur l'esprit des hommes.

Voilà pourquoi seules des actions de masse réitérées et acharnées peuvent en venir à bout en liquidant les vieux réflexes, en faisant surgir des valeurs nouvelles, en amorçant le processus du monde nouveau. Ces actions, il n'est au pouvoir de personne d'en commander le déclenchement, même si la volonté de quelques uns (ou de beaucoup: le PCF, par exemple, en 1948, comme le rappelle C.B.) agissant dans un lieu déterminé, peut parfois y contribuer. Mais pour éviter les déceptions, les rancœurs, les abandons, - ou les gestes isolés-, il faut dire que la lutte sera longue, que l'ennemi est puissant.

Ici, l'accent est placé sur les actions de masse; là sur celles de minorités agissantes. Dans le premier cas, on axe sur la forme d'organisation que l'action autonome des producteurs a revêtue dans le passé, revêt dans le présent, est appelée, sous des aspects divers et non donnés à l'avance à revêtir dans l'avenir. Dans le second, supposant que le prolétariat est révolutionnaire à l'état latent (ou tout comme), on accorde la priorité à la critique de formes d'organisation prônées par d'autres minorités agissantes et censées constituer le facteur essentiel de blocage; on finit par se déterminer en fonction d'une notion souvent abstraite de la "bureaucratie".

Ni l'une ni l'autre de ces attitudes ne s'excluent totalement et leur conférer un caractère de divergence absolue, du moins à l'heure actuelle, serait artificiel, mais la différence d'orientation n'en demeure pas moins évidente (à mes yeux en tout cas) Et cela d'autant plus que l'on voit le gauchisme d'aujourd'hui (au sens: tout ce qui se dit à gauche du léninisme sans se réclamer de l'anarchisme actuel) glisser vers la surenchère nihiliste, parfois même la conduite égocentrique. Laissons ce gauchisme là, fréquent à Paris, sinon ailleurs, à ses gauchistes. Le livre de Cohn-Bendit

malgré ce qui vient d'être dit, je crois qu'il permet de respirer un autre air: il s'efforce de comprendre le monde présent, se veut ouvert sur le monde nouveau. La condition d'oublier son titre et la priorité critique qu'il donne au vieux bolchevisme, il offre de multiples sujets de réflexion à quiconque ne tient ni à se contenter d'une lecture passive, ni à refuser la discussion.

oooooo

BELGIQUE

Université Libre de Bruxelles :

Les 3 et 4 décembre, l'université libre de Bruxelles fut secouée par de rudes bagarres que la presse dépeignit sous des couleurs apocalyptiques. L'origine réelle de ces incidents est à rechercher dans la volonté évidente des autorités universitaires de créer un affrontement pour raffermir leur prestige.

L'occasion fut une conférence en forme de provocation (interdiction faite aux étudiants d'y participer - organisation par un organisme capitaliste "La Chambre de commerce française", présence de P.H. Spaak, ex-secrétaire général de l'OTAN, actuellement grassement appointé de l'International Tel. and Telephone, ce qui n'est pas mal pour un socialiste). La présence du Roi obligea (?) les autorités à faire appel une première fois à la police ce qui bien sûr réchauffa l'atmosphère de plusieurs degrés. (Notre souverain n'a pas de chance: le lendemain, quelques non violents promènèrent sous son nez des panneaux anti-militaristes au cours d'une séance académique au Palais des Congrès.

Le 4 décembre, un groupe d'étudiants qui, si mes renseignements sont exacts, étaient des "apolitiques", en tout cas ni des enragés, ni des anarchistes, allèrent exiger du recteur et du président des explications sur les événements de la veille. Sans consulter personne, ni recourir à aucun des moyens de compromis qu'il lui restait le Président (Simonet, un député socialiste) appela la police. L'affrontement fut long (avec barricades et incendies, dans la meilleure tradition Gay-Lussac) mais pas direct. Il n'y a pas eu de blessés graves et seulement 5 arrestations. Les faits ont été démesurément grossis par la presse.

Il faut reconnaître que jusqu'ici le bilan est plutôt défavorable. Le résultat le plus clair est d'avoir renforcé la fonction de Simonet, politicien aux grandes ambitions qui joint à son socialisme technocratique juste le zeste de démagogie de bistrot indispensable chez nous et qui a maintenant à sa panoplie une réputation de bouffeurs d'enragés qui plaît beaucoup à la bourgeoisie.

Sur le plan universitaire, les événements ont amené à maturité la récupération des avantages arrachés en mai-juin par l'Assemblée libre occupante qui avait commencé par l'élection d'un recteur droitier.

Il est clair que beaucoup d'étudiants s'efforcent d'appliquer mécaniquement la recette de mai, sans tenir compte des circonstances défavorables, comme l'incompréhension hargneuse du public et la souplesse d'un régime qui sait plier l'échine quand il le faut, pour redoubler ses coups après. L'heure est maintenant à la chasse aux sorcières. Toutefois l'autorité doit savoir que tout excès déterminerait en premier lieu, la paralysie complète de la façade démocratique (à l'Edgar Faure) dont elle se couvre et ensuite une réaction dure de la minorité "contestataire".

Déjà après les événements, l'assemblée des assistants et chercheurs de ma faculté (sciences) a voté à une forte majorité des présents, la condamnation de l'intervention des flics sans mentionner les "provocateurs" que voulaient condamner les communistes. La lutte continue.

oooooooo

UN HOMME AVERTI EN VAUT DEUX

Lille- 6 décembre 1968: /

"... la suite d'un meeting contre la répression organisé le 21 novembre à la Faculté des Lettres de Lille, une quarantaine de camarades, désirant concrétiser leur volonté de lutte contre la répression, décidèrent d'entreprendre une action visant une des armes principales du capitalisme dans son oeuvre répressive: la Presse, instrument permanent d'intoxication et de mensonge. Ils se rendirent donc au siège de la "Voix du Nord", "grand quotidien d'information" pour y poser certaines questions de vive voix au rédacteur en chef: l'information est-elle synonyme pour La Voix du Nord de propagande pour l'idéologie bourgeoise (cf colonnes largement ouvertes aux manifestations patriotardes: banquets d'anciens combattants, remise de médailles militaires ou autre apparition de képis- et aux déclarations des chefs d'entreprises du coin ainsi qu'aux industriels lainiers Co Roubaix-Tourcoing)? Quelle censure justifie l'"omission" (!) des luttes ouvrières de la région, des licenciements, des crises sociales...? Pourquoi la "Voix du Nord" n'a-t-elle consacré que 5 ou 6 lignes à la récente manifestation contre la présence à Lille de l'ambassadeur américain Servede Schreiver (alors que même des journaux anglais en ont parlé)?

Mais non seulement le rédacteur en chef refusa de rencontrer ces camarades qui étaient montés jusqu'à son bureau, mais il fit même appeler la police qui matraqua en mains, cerna l'immeuble et embarqua 26 camarades qui étaient restés à l'intérieur des locaux du journal. Tout le groupe fut conduit au commissariat central où chacun fut interrogé sur ses activités politiques, fouillé, fiché, par le service anthropométrique et ne fut relâché que le lendemain dans le courant de la matinée. Le lendemain, bien évidemment, aucune allusion ne fut faite à cet événement dans les pages de la Voix du Nord (apolitisme oblige!). Quant aux autres journaux, il lui consacrerent une dizaine de lignes et refusèrent de publier le communiqué du SNE SUP et de L'AGEL (section lilloise de l'UNEF) protestant contre ces arrestations.

De tout ceci, il ressort clairement que le système d'exploitation capitaliste n'est pas le moins du monde répressif; que la presse n'est pas son instrument ... si ce n'est pour une bande de mythomanes qu'on appelle révolutionnaires.

(la section Lille-Sciences du SNE SUP a demandé à ses adhérents de lire aux étudiants un texte relatant ces faits et qui se termine par ces lignes:

" la participation est l'un des deux actes que joue et cherche à faire jouer l'actuel gouvernement de la France, la répression en est le second; la répression suit un mouvement ascendant dans la direction d'une fascisation totale du régime. Et si ce but était atteint, seraient alors menacés tous ceux qui ne feraient pas la preuve d'un conformisme et d'une obéissance absolus. Il est encore temps d'interrompre ce processus, mais seule une mobilisation permanente des consciences et des énergies pourra y parvenir".

Angers - 4 décembre 1968: /

" Nous vous annonçons, suite à notre lettre de fin septembre, vous relatant notre arrestation, que nous avons reçu notification de notre inculpation pour le 15 janvier à 14h au tribunal d'Angers.

Le motif d'inculpation retenu est: " d'avoir à Angers, courant septembre 1968 et notamment les 23 et 24 septembre 1968 en tous cas sur le territoire de la circonscription d'Angers et depuis temps non prescrit, commis une injure envers les armées de terre, de mer et de l'air, au moyen de placards ou affiches exposées au regard du public libellés ainsi qu'il suit: " Quand on est con, on est con, quand on est encore plus con, on est militaire ".

Faits prévus et réprimés par les articles 29-33-30-31-23-28-42- et ss de la loi du 29 juillet 1881. Le décret-loi du 21 avril 1939. Les ordonnances des 24

novembre 1943 et 6 mai 1944. La loi du 19 décembre 1952. (il est pour le moins amusant de relever des lois édictées sous Pétain...)

Nous sommes 6 inculpés.

Il n'est pas fait cas explicitement de "Offense au Chef de l'Etat" (affiche: jeunes, votre avenir à 80 ans, un képi et plus de prostate), initialement retenue, mais les ordonnances des 24 novembre 1943 et 6 mai 1944 le mentionnent.

Enfin, nous croyons utile de vous préciser que le décret-loi du 21 avril 1939 traite de la répression des propagande étrangères..

Les militants inculpés étant notoirement connus pour leurs idées, il est à prévoir que le maximum sera requis contre eux.. Aussi, nous serions heureux de pouvoir compter sur votre solidarité et votre soutien, et dans l'affirmative de nous faire connaître sous quelles formes pourrait s'exprimer cette solidarité. "

- d'un camarade de Paris: /

Dans une usine de Nanterre (métallurgie) à la suite d'un accrochage entre les délégués CGT et le patron, celui-ci lâche: " je suis assez embêté avec la D S T qui enquête dans les usines pour chercher les meneurs de grève ".

Le syndicat du livre CGT(presse) a donné des directives pour que les "gauchistes" soient dénoncés nommément sur leur lieu de travail. Etant donné que dans la presse le syndicat CGT est à la fois bureau d'embauche et chef du personnel on peut mesurer ce que signifie une telle menace. Pratiquement les "gauchistes" sont étroitement contrôlés et il leur devient impossible de se manifester.

A la faculté des sciences: /

un dossier a été constitué pour empêcher une étudiante de passer sa thèse, avec des observations sur son attitude en mai et sur sa vie privée.

dans une imprimerie de presse: /

un ouvrier syndiqué CGT, ayant des responsabilités syndicales a été passé en jugement par le syndicat pour avoir organisé une réunion d'atelier "illégale". On lui a ôté ses fonctions syndicales.

Faire cesser l'anti-cégétisme: /

... "salie aux portes de l'Usine (sic) par quelques énervés, calomniée à l'intérieur par quelques vociférateurs anarchistes ou fascistes, mise en garde et menacée par la Direction: tout ceci montre que la CGT est sur la bonne voie..."
(tract CGT-Renault, 16/12/68).

- d'un camarade de Toulouse: /

Ci-joint pour information sur la "chasse aux gauchistes" organisée par le PC-CGT, un tract rédigé par la cellule du PC de St Eloi (une des trois usines de Sud-Aviation, Toulouse). En fait, ce tract vise surtout les JCR et leur folklore, devant les portes de cette usine. La veille "un cassage de gueule" avait été évité de justesse mettant aux prises des étudiants JCR et quelques cadres du PC bien protégés...de la contestation des deux côtés...assez stérile, car la base ne participe pas à ce genre de discussion, le climat est trop malsain!

"Les assises de l'U.D.R. Vème de Lille
et leurs suites... Gauchistes..."

"...Ces "complices" il les a recrutés dans ces groupuscules que le pouvoir actuel situe " à l'extrême gauche", qui se veulent anarchistes, trotskistes ou maoïstes et se désignent comme communistes "ultra-révolutionnaires". Ils emploient dans leurs écrits des formules et définitions théoriques marxistes ou léninistes pour mieux tromper leurs futures victimes.

C'est R. Frey, ancien ministre gaulliste de l'intérieur, qui se chargea de l'opération et du financement de sa propagande. Là réside l'explication des moyens d'expression (tracts, affiches, journaux) mis en circulation en grand nombre, par ces groupuscules malgré le prix de revient élevé.

"... depuis quelques jours, aux usines de St-Eloi, sont distribués des tracts; des journaux souvent anonymes, ou aux sigles divers, ce sont ces individus qui sont à l'origine. Il faut qu'ils sachent que les travailleurs ne sont pas les étudiants, qu'ils ne se laisseront pas manoeuvrer aussi facilement, même si des complicités intérieures leur tendent la main. " ...

(Toulouse, le 10/12/68- Les cellules de St-Eloi du Parti Communiste Français).

oooooooo

RENAULT

5 décembre

Quelle grève?

C'est ce que pouvaient demander 90% des ouvriers de Renault-Billancourt deux jours avant: c'est la radio et la télé qui en parlaient, mais dans les ateliers, rien.

À Billancourt, elle a finalement été suivie à 50%. Mais est-ce un chiffre? L'heure en avait été judicieusement choisie, à cheval sur les changements d'équipe pour les deux huit et sur la coupure de midi pour la normale. Dans les ateliers de fabrication, le débrayage n'a pas dépassé 15 à 20%. Dans un atelier, 70% s'étaient prononcés pour la grève, mais la CGT n'a pas donné d'ordre de grève: motif: il n'y avait que 70% pour la grève.

Le meeting de l'Île Seguin "rassemble environ 10.000 travailleurs", dit Lutte Ouvrière N° 21-II/12/68. Surenchère- Il y avait 5000 ouvriers pour s'abreuver de vedettes de second plan, Breteau du syndicat des métaux CGT récite les litanies: front syndical uni, vote à l'assemblée nationale sur la section syndicale d'entreprise, félicitations, c'est un pas en avant des travailleurs, arracher des avantages sous la conduite des dirigeants éclairés, etc... Seguy a déclaré la veille: " il n'est pas question de recommencer mai". Quant aux autres bonzes syndicaux, FO ou CFDT, ils n'en disent guère plus. C'est la littérature du même tonneau, à usage des "masses".

Pourquoi 5 heures de grève? Il y a eu de laborieux palabres entre syndicats: la CGT voulait une heure de grève, la CFDT 24h. FO n'existe pas. On a fait une moyenne bureaucratique. Ce qui n'empêche pas Breteau de clamer que toujours c'est aux travailleurs de décider. Tous parlent d'intérêt et d'union pour expliquer leur position. Astruc de FO dit à la direction qu'il n'y aura pas "d'affrontement, mais des discussions".

Poperen, CGT, membre du Comité Central du Parti, demande de manifester "dans l'ordre et la dignité"; Place Nationale, un groupe d'étudiants se pointe. Mais "l'ordre et la dignité" ont de bons gardiens. Pas les flics de l'usine que l'on a mis à l'écart pour la circonstance. On ne sait jamais. Le S.O. du syndicat c'est plus sûr. Les portes ont été fermées et les gardiens de remplacement rendent des points à leurs homologues patronaux.

Les ouvriers ne sont pas chauds du tout. ... quoi ressemble ce débrayage pour obtenir ce qui aurait dû l'être en mai-juin. Et la surenchère CFDT qui clame tout au long du défilé ses 24h de grève (à 67%? déclare une bannière). Quelle différence avec les 5h de la CGT? Ça ne mène nulle part. Ces 67% ne veulent d'ailleurs rien dire; ce n'est que l'idée d'un atelier où évolue un militant CFDT. Ce syndicat n'a consulté personne ailleurs. Là où les sympathisants du PC sont la majorité, on peut dire que c'est 67% qui étaient pour les deux heures. Ce qui a pu se passer dans un atelier d'outillage ne donne pas la mesure d'une usine de 35.000 ouvriers.

Certains sont prêts à mener une autre action, mais dans ce contexte, ils se sentent lésés. D'autres ont peur: ils continuent de penser que si les organisations donnent l'ordre, ils se sentiront protégés. Les repréailles qu'ils craignent ne sont pas tant celles de la direction, mais celles du syndicat. Aussi bien dans les feuilles de la CGT que dans celles du PC, les menaces ne sont plus voilées contre les gauchistes. Et pour être gauchiste, il suffit de n'être pas d'accord avec la ligne bureaucratique, de le dire, même pas d'agir. Ainsi la fonction du syndicat est exactement

celle de tout appareil de domination: définir des règles qui lui permettent d'agir comme organe direct de répression pour ceux qui les transgressent et organe nécessaire d'application pour ceux qui les acceptent.

.....

" La Carte Syndicale 69: pas comme les autres: " "L'utilité du syndicat" contient normalement
 " "Elle vous sera remise fièrement et ou- " ce double aspect: le service d'ordre pour
 " vertement par les militants CGT. Une " ceux qui veulent faire ce qu'il ne faut pas
 " loi vient d'être enfin adoptée autori- " et "l'appel à la lutte dans l'unité" qui
 " sant le libre exercice du droit syn- " est le signal qu'attendent la majorité
 " dical. Même si cette loi est encore " pour savoir ce qu'ils peuvent faire sans
 " insuffisante, elle marque la VICTOI- " risques.
 " RE de la classe ouvrière à l'issue " Dreyfus a fini par recevoir les syndicats
 " d'un siècle de combat pour la liber- " pour leur annoncer que l'accord d'entreprise
 " té de s'organiser dans les usines ". " était reconduit avec le maintien des 4
 " (Tract CGT-Renault-10/12/68 " par an. Les syndicats n'étaient pas contents,
 " du moins c'est ce qu'ils disent. Fin décembre,
 " la grève du 5 n'avait eu aucune suite: pas
 " de changement des taux de primes, pas d'au-
 " tre appel des syndicats.
 "

à travers la participation syndicale:

"Nous comprenons votre volonté de faire de la Régie une Entreprise de taille mondiale (tract CFDT, du 17/12/68 s'adressant à Dreyfus).

" Vous profitez de ce climat pour imposer aux travailleurs une politique d'austérité qui doit vous permettre de faire aboutir votre politique économique.

" Vous voulez délibérément écarter les problèmes sociaux, vous abandonnez la politique d'accord. Ce que vous faites est dangereux, mais cela a l'avantage de mettre le personnel devant une situation claire, à savoir que la négociation à froid n'est plus valable, et que pour négocier, avec la Régie, et avec le Gouvernement, parce que dans ce domaine vous n'êtes pas libre, il faut s'imposer par la force.

" Cette force, malgré vous, et contre vous, et contre le système économique actuel, vous la renforcez en rangeant contre vous, tous ceux qui croyaient encore aux vertus des discussions des accords". (tract CFDT du 17/12/68)

Autrement dit, si Dreyfus accepte de discuter la CFDT se range avec lui..

" Les trois organisations sont particulièrement soucieuses de voir la Régie assurer sa place sur le marché mais en aucun cas, cette prospérité ne peut se faire sur le dos de ceux qui assurent ces richesses.

" Elles réaffirment que les moyens de donner satisfaction existent, qu'il suffit simplement que l'Etat participe pleinement aux efforts d'investissements et d'expansion, comme le fait un patron dans son entreprise et comme le fait le Gouvernement italien à l'égard de Fiat "...

" Devant ce refus de discuter qui représente une véritable provocation, les trois syndicats ont décidé d'envoyer une lettre au Ministre des Affaires Sociales, lui demandant une entrevue ". (tract CGT-CFDT-FO du 17/12/68).

La CGT a dû changer d'avis car le 10 décembre, dans un tract " la Direction en face de ses responsabilités" elle déclare:

.....

" On demande un dessin: " "Après cet arrêt de travail d'une 1/2 jour-
 " "... camarados, ceci est anormal et hon- " née nous ne devons pas laisser retomber la
 " teux. Pourtant si nous le voulons, ceci " pâte, mais très vite répartir en lutte, si
 " peut vraiment changer. C'est pourquoi " la direction ne répond pas favorablement.
 " la CFDT défendra sans faiblir l'auto- " La discussion sur les accords sera fractu-
 " gestion avec pour premier stade le " euse à la condition qu'une pression per-
 " pouvoir ouvrier..." (tract CFDT, section " manente s'exerce dans l'usine "...
 " 58/62 et 53/27-Renault) " Quand la CFDT a décidé ce qui était bon pour
 " pouvoir ouvrier ou pouvoir syndical? " les travailleurs, voici ce qu'il faut faire:
 "

" Cela nous condamne-t-il à ne faire des

"mouvements que si nous sommes garantis d'une participation à 80 ou 90%? Non! mais il faut que le nécessaire soit fait pour que le débrayage soit aussi important que possible. Pour qu'un travailleur débraye il faut au moins deux conditions:

- être convaincu de la nécessité d'agir
- être assuré qu'il ne sera pas le seul à agir car la grève n'est pas un acte individuel mais un acte collectif.

Dans ces conditions, il faut qu'avant tout rassemblement pour un meeting ou une manifestation les travailleurs des secteurs les plus combatifs puissent circuler dans les autres ateliers, pour bien montrer à ces derniers qu'ils ne seront pas seuls dans l'action. " ... (tract CFDT- I2/I2/68).

Et ceux qui n'ont pas suivi les syndicats parce qu'ils pensaient que ce n'était que l'éternel recommencement des petites grèves syndicales, voici pour eux:

" De même le poids de "l'information" et le rôle qu'elle fait jouer à Renault dans le pays doit faire réfléchir ceux qui voulaient 24h et qui, pour cette raison, n'ont pas voulu se joindre à un débrayage plus court. La CFDT les comprend d'autant mieux qu'elle préconisait ce mot d'ordre mais n'ont-ils pas indirectement aidé "l'information" à minimiser le mouvement? tout comme ceux qui ont écrit que 24h de grève n'étaient pas possible chez Renault. " ... (tract CFDT- I2/I2/68)

Quand Dreyfus définit le rôle des syndicats dans la société capitaliste:
(communication de Dreyfus, P.D.G. de la R N U R aux organisations syndicales le jeudi 12 décembre 1968). (précisons que tous les syndicats avaient signé les "accords Renault").

".. il y a 13 ans, j'ai proposé aux organisations syndicales d'entrer dans une politique contractuelle"

"...Cela voulait dire un engagement précis, contractuel, de la part des organisations syndicales à nous aider à faire tourner l'entreprise le mieux possible".

"...Il n'a jamais été dans mon esprit, à aucun moment, de demander aux organisations syndicales de renoncer aux us et coutumes de l'action syndicale".

"...tant qu'il n'y avait pas une raison grave, les organisations syndicales s'efforçaient d'aider à la bonne marche de l'entreprise, certes en veillant à ce que nos engagements soient tenus, mais bien entendu, en sachant que, pour que le contrat s'exécute, il fallait d'abord produire et vendre des automobiles".

"Cela s'est ainsi passé pendant des années. Il y a eu, bien entendu, des coups de canif et quelquefois un peu plus, donnés au contrat par des organisations syndicales".

"...ce que nous avons essayé de faire en commun, c'était quelque chose de relativement nouveau en France, que les mentalités n'évoluent que progressivement qu'il fallait que les organisations syndicales puissent prendre confiance dans la Direction".

"...il est arrivé alors, à plusieurs reprises que des organisations syndicales ont lancé des mouvements qui n'étaient pas conformes à la lettre des contrats. Je suis suffisamment réaliste et je faisais suffisamment confiance à leur bon sens pour savoir qu'il ne pouvait pas en être autrement, tout en le regrettant, et c'est pourquoi nous n'avons jamais rompu le contrat, malgré ces coups de canif."

"...et il y a eu le tournant de mai-juin. Nous avons été amenés à prendre des engagements à cause de la situation générale en France, des engagements qui, comme je vous l'ai souvent dit, étaient trop lourds, vous n'entendez, trop lourds pour l'entreprise".

"...une politique contractuelle, c'est une politique positive, dans laquelle la direction et les organisations syndicales regardent ce qu'il semble possible de faire dans un temps déterminé".

"...quand vous prenez un engagement, il faut être à même de le tenir; il faut être à même de nous aider à faire tourner la machine..."

"...moi qui ai cru toujours, depuis 13 ans, à la nécessité d'avoir des interlocuteurs syndicaux et qui ne me lamente pas de la force des syndicats parce que

je veux avoir en face de moi des gens responsables "...

"...j'attendrai que nous puissions faire un accord, c'est-à-dire nous accorder; cela veut dire que j'attendrai de savoir que les engagements pris seront tenus, qu'après qu'on se sera mis d'accord sur quelque chose et qu'on aura pris des engagements signés, on ne commencera pas, le lendemain, à parler de revendications nouvelles. Il est certain qu'il y a toujours des revendications à satisfaire, mais ce n'est pas une question de justice ou de légitimité, mais de possibilités "...

"...si vous préférez réagir sur le champ, vous pouvez le faire. Si vous préférez y réfléchir, faites-le. Nous aurons l'occasion de nous retrouver."

France

ooooooo

CHAUSSON (Asnières- accessoires automobiles) /

suite à la grève de mai, et aux "avances de salaires" on doit encore 20 heures qui doivent être retenues en décembre. C'est le seul problème en suspens depuis mai, car il n'y a aucune "répression" dans l'usine. A la mi-décembre, rien n'est fait sauf une intervention des délégués au comité d'entreprise. Refus catégorique du patron de "faire un geste". Les cadres ont été payés intégralement.

début de débrayage dans des ateliers de fabrication dus à l'activisme d'un délégué CGT stalinien (en flèche, ou en désaccord) qui a fait adopter par l'assemblée générale de l'atelier le principe d'une grève d'une demi-heure: 50% sont sortis essentiellement CGT, peu d'autres syndicats. Les mensuels refusent d'y participer. Ça ne concerne pas l'outillage. Il est clair que les syndicats ne veulent pas un mouvement plus important. On entend des réflexions désabusées. Tout cela reflète et crée un climat de confusion. "il fallait obtenir ça en juin, maintenant c'est trop tard": une réflexion que l'on entend.

Dans ICO de décembre 68 (N° 76) page 12, il a été fait état de la réaction spontanée d'un atelier aux attaques CGT contre deux militants de Lutte Ouvrière adhérents à la CFDT; en voici le texte:

"A la suite de la distribution du bulletin CGT à Asnières (intitulé le Radiateur) les travailleurs soussignés désapprouvent les calomnies faites contre deux travailleurs (Nogrette et Novak). Nous pensons qu'il est grand temps que l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non, le disent aux responsables CGT de façon à ce qu'ils mettent enfin un terme à ces méthodes. Nous condamnons tous ces délateurs." (Asnières, le 27/II/68).

50 sur 60 à 70 ouvriers ont signé et seuls quelques jeunes stalinien s'y sont violemment opposés. A la suite de cette pétition, le délégué CGT auteur du papier a réuni une assemblée dans l'atelier et s'est mis à larmoyer sur les militants qui avaient sacrifié leur vie pour eux depuis 20 ans, il a qualifié la pétition de procédé hypocrite; il ne s'en est pas sorti à son honneur. Le même délégué CGT s'est fait angueuler par un autre délégué CGT (ex-trotskiste).

Ce qui se passe dans les facultés est jugé au niveau du Parisien Libéré. Les étudiants sont de futurs cadres. Les problèmes étudiants, principalement celui de leurs débouchés, leur sont totalement inconnus.

Le travail est toujours aussi abondant: l'usine refuse des commandes. Des marocains sont embauchés sur la chaîne de carrosserie. Il est question d'une refonte du système des salaires avec une révision de la hiérarchie mais rien de définitif avant mars-avril.

Métallurgie - Courbevois (banlieue de Paris-) 100 ouvriers-fabrique de transmissions-

Le bilan de fin d'année s'étant- paraît-il - révélé catastrophique,

le patron a convoqué en décembre, une assemblée générale de tous les salariés de la boîte pour annoncer 7 licenciements, presque uniquement des non-productifs, dont un chef, mais aussi des "mauvaises têtes". Au cours de cette assemblée, il fut proposé au patron de réquie les horaires (actuellement 42h pour les mensuels et 45 pour les horaires) de diminuer les hauts salaires (au moins provisoirement, ce qui aurait été accepté par les cadres), mais ce fut refusé. Motif: il faut réduire les frais. Avant que la charrette ne soit annoncée, un malaise s'est installé dans la boîte, chacun supputant ses chances. Un chef a refusé qu'une action soit déclenchée pour lui à l'annonce de son licenciement.

Dans cette banlieue, il n'est pas rare d'entendre parler de faits semblables.

Jeumont-Schneider, Saint-Denis. /

Elections au comité d'entreprise - campagne électorale serrée. Liste commune dans le collège cadre. La CFDT a progressé, notamment dans le premier collège (horaires). Commentaire CFDT (tract du 27/12/68): " Nous avons remarqué l'augmentation des bulletins blancs ce qui montre qu'aujourd'hui, pour certains, les syndicats ne répondraient pas pleinement à l'aspiration des travailleurs, nous sommes décidés à rechercher ensemble les moyens qui nous permettraient d'évoluer dans le sens souhaité par tous. ... la CFDT accepte de se remettre en question "....

Biscuiterie - Gentilly, banlieue sud de Paris - I2 ouvrières - /

il n'y a pas eu de grève en mai: une ouvrière, depuis 20 ans dans la boîte, trouve que cela a causé des perturbations (pas de matières premières, pas de courant) et s'estime pas mal payée: elle finit par livrer son salaire: 3.110 de l'heure. Les plus jeunes, sans ancienneté gagnent 300 frs par mois.

Faculté des Sciences -Paris - /

Dans les laboratoires de recherches, les restrictions de crédit amènent la suppression des 3000 postes promis en juin. C'est la valse des assistants et maîtres assistants répartis vers les facultés périphériques.

Au C.N.R.S.: dans la recherche scientifique, les compressions budgétaires entraînent des inquiétudes quant à la sécurité de l'emploi. Chercheurs et techniciens sous contrats risquent d'être virés. Les syndicats sondent pour savoir quelle est leur audience. La CGT se contente de critiquer le gouvernement. La CFDT et le SNE SUP voudraient faire une action. Mais laquelle? Une manifestation publique, quai Anatole France devant la direction du C N R S. Discussions embrouillées: l'UNEF se plaint de n'avoir pas été convoquée; mises macs syndicaux, lectures de motions, pour finir par un refus de vote des 400 participants. Le mardi suivant, 200 manifestants sont reçus dans le grand salon du C N R S (c'est ça la manifestation de rue): satisfaction sur des points mineurs.

Aucun écho en décembre à la fac de Sciences sur ce qui se passe à Nanterre et de fait, cela n'a déclenché aucune réaction.

Deux grands plans d'organisation de la Fac - dans le cadre de la réforme (découpage en unités des 20.000 étudiants):

- l'un technocrate avancé qui sépare l'enseignement de la recherche avec pour but que les "troubles" dans l'enseignement n'atteignent pas la recherche.
- l'autre d'extrême droite qui refait un système pyramidal - c'est ce dernier qui est adopté à 70% de majorité.

Mais les physiciens (40% des enseignants) sont à 80% pour le système horizontal (projet technocratique qui correspond d'ailleurs plus à la structure antérieure à mai et qui a été adopté dans la majorité des autres facultés) ont essayé de faire prévaloir leurs vues au ministère; ils ont été battus dans ces intrigues de couloir par Zamansky le doyen. Mis à part que dans le système vertical ils auraient les mêmes profs pendant toutes les études, les étudiants s'en foutent.

Seulement 10% des étudiants ont participé à l'élection de la commission centrale à la suite du boycott lancé par la direction de l'ancien comité de grève

(1900 votants- 500 bulletins blancs). Zamansky se sert de cette "majorité" pour parler "au nom des étudiants" et dire qu'ils acceptent le système vertical.

H.E.C. - refus de "participation". /

Aux élections, seules deux listes- Extrême droite corporative et une liste commune- stalinien-catholiques. Mais les uns et les autres perdent des voix sur juin (respectivement 200 et 150).

Collège d'Enseignement Technique: /

Le directeur réunit les enseignants au sujet de l'élection du Conseil d'Administration: " ça ne changera rien à ce qui se passait auparavant".

Rappel à l'ordre d'un prof. avec menace de sanctions, pour qu'il change l'orientation de ses cours.

Beaux-Arts: /

Convocations individuelles pour la rentrée. Malgré les grandes déclarations sur la réorganisation en "unités pédagogiques", ceux qui sont venus à cette rentrée n'ont trouvé aucun changement dans l'école et des affiches faites à la main reprenant une note de Malraux. L'improvisation était telle que les enseignants même conformistes ont signé une motion dénonçant les manoeuvres démagogiques du gouvernement. Une trentaine sur 5 à 600 élèves ont accepté de "travailler" dans les amphis et ateliers ouverts... comme si rien n'était arrivé. Les autres discutent des formes d'action, de grève pour demander des locaux, l'intégration à l'université. Une dizaine de cars de flits stationnent en permanence autour des Beaux-Arts.

Le système des "unités pédagogiques" est présenté comme la réforme de l'enseignement traditionnel - par exemple, en architecture, avec des patrons que l'on devait "suivre" d'un bout à l'autre des études. L'enseignement devait comporter une partie commune (tronc commun) et des branches spécialisées. En décembre, un questionnaire fort imprécis voulait donner à choisir entre cinq branches: 80% ont refusé, et 20% ont choisi... sans rien savoir du contenu de ces branches.

Pour débarrasser l'école de 600 élèves entre 28 et 40 ans, ceux qui travaillent au dehors ^{et} ne peuvent suivre qu'épisodiquement, on leur fait cadeau du diplôme après un simulacre d'examen. Par contre les nouveaux sont inquiets (bourses, sursis, etc...).

Les groupuscules -surtout l'ex FMR (trotskistes de l'O.C.I. dit groupe Lambert) sont de nouveau en transes. Il paraît que dans deux mois, "on va voir".

Nanterre: (faculté des Lettres) /

rentrée normale, et même les "agitateurs" dans le ghetto de la sociologie et des sciences humaines tournent en rond. Dans les assemblées générales, personne n'a rien à dire. Boycott des élections préparé.

Besançon: /

"L'horlo" école professionnelle technique (école horlogère convertie à la micro-mécanique) est la gloire de Besançon. Jusqu'à mai on y avait encore l'uniforme et on rasant les cheveux longs.

Depuis mai, l'uniforme est supprimé. Comme il manquait un professeur de dessin industriel, les élèves ont menacé de faire grève: une semaine après, le prof était là.

Imprimerie (labour- petite boîte -Paris) /

Le travail est irrégulier et les horaires changent sans arrêt. Les délégués n'osent pas demander de réunion d'atelier, ne serait-ce que pour rapports d'information. Pourtant, il n'y a pas de répression et ils critiquent la direction de la CGT. Chacun semble se poser des questions; impression d'un feu sous la cendre, d'un mécontentement diffus. Le mouvement de mai et ses suites, les campagnes stalinienne les reprises sur le niveau de vie, tout cela est la trame des discussions.

Livre - salaires et heures supplémentaires-

Faire 40 heures dans le livre est exception. Si on veut à tout prix s'en tenir aux 40h, on s'attire des réflexions du genre: " t'es riche, t'as pas de gosses," et c...

Dans la Presse les clicheurs se font jusqu'à 500.000 A.F. par mois. Certains travaillent chaque jour jusque dans 4 journaux différents, cumulant 4 salaires. Celui qui refuse de "doubler" son équipe est pratiquement menacé de perdre son emploi.. par le syndicat CGT. Car c'est le syndicat qui organise tout ce système pour garder son emprise dans la presse.

.....

" Cn ne l'invente pas:

" P.C.F. Fédération de Paris-9°St Georges "

" Cellule Eugène Henaff- Journal Le Monde "

" Les communistes de la cellule E.Hénaff "

" sont heureux de vous inviter à leur:

" Asssemblée solennelle de remise "

" des cartes, vendredi 20/12/68 "

" à partir de 16h30, au café "La France" "

" 13 Rue Taitbout (sous-sol). "

" avec la participation de "

" Julien Laupretre "

" membre du comité central du Parti Com- "

" muniste. "

" Exposition-vente de livres - Apéritif. "

" " "

Imprimerie- Presse- Le Monde- effectif

ouvriers: 314, contre 400 employés, rédacteurs et cadres divers.

La participation bat son plein avec la prospérité du journal, due aux événements de mai. Les ventes de novembre 68 sont en augmentation de 17% sur celles de 67 et les recettes de publicité de 32%. Pour l'été 70 est prévue la mise en service d'une nouvelle usine à St Denis, permettant l'extension du journal.

Discussions au comité d'entreprise sur la répartition de la part -minime- de bénéfices attribuée aux ouvriers (14è mois), employés (2 mois supplémentaires) cadres et journalistes (un mois de plus), sur la hiérarchisation, etc.. le tout bien sûr, fixé unilatéralement par la direction.

.....

journaliste du Monde, Gilbert Mathieu et des

Tout cela n'empêche pas les chefs de service de négocier sur tout, même sur une paire de bleus, de veiller au rendement.

Conférence sur la participation par un dirigeants de FO, CFDT (Détraz) et CGT.

.....

" ..les communistes sont des travailleurs "

" qui ont exactement les mêmes problèmes "

" que vous..Naturellement, les communistes "

" étant des hommes comme les autres, il y "

" aura sandwiches, pâtisseries, boissons, "

" et apéritifs, et de la gaieté..C'est un "

" jour de fête pour les communistes, de "

" reprendre ou de prendre leur carte pour "

" une année... Le Monde nouveau. "

" " "

" Journal de la cellule Henaff- Le Monde "

" 12/68. "

.....

Groupes des assurances Nationales (société nationalisée -Paris).

Fusion générale des sociétés du groupe.

Les délégués ne font que discuter et lorsqu'on leur demande ce qu'ils ont discuté on s'attire: " ça ne vous regarde pas".

Après mai, les heures supplémentaires avaient été interdites. Elles ont repris les cadres contactant chaque employé individuellement.

ooooooo

100 - liaisons et travail

(c'est la poursuite du débat amorcé dans les Nos 75-76-Nov.et Déc.68)
La correspondance n'est pas le fait d'un camarade. Les réponses publiées ne sont pas la réponse, mais une réponse.

- d'un camarade de Toulouse: /

" dans votre dernier numéro, sous le titre: " A chacun de répondre", vous invitez les camarades "qui ont contribué à faire d'ICO ce qu'il est", à donner leurs opinions sur un éventuel changement de moyen d'expression de vos tâches. Je trouve normal que vous consultiez ainsi les copains, ce qui n'a pas tellement été le cas pour les camarades qui ont décidé de publier "Passer-Outre"... Je dis cela parce que je constate que depuis des années les copains qui entreprennent un boulot à Paris (et qui comptent évidemment sur la province) tiennent cette dernière pour presque moins que rien. Il est un fait certain c'est que dans le cas présent, toujours d'après le peu d'informations reçu, la province sera invitée à envoyer des papiers. C'est tout ce que je sais pour le moment. Le journal vient, paraît-il de sortir, et on nous demande tout simplement de le diffuser. Encore faudrait-il que les camarades nous aient consultés sur l'orientation, sur leurs intentions, sur nos possibilités rédactionnelles ou autres avant de nous mettre devant le fait accompli. Comment peuvent-ils penser que nous puissions être intéressés par un travail qui se fait en dehors de nous? D'autant, et ils le savent, que nous manquons de liaisons, d'informations et qu'ici, malgré tout cela, nous essayons de maintenir l'agitation dans nos usines et universités. Et j'ajoute que depuis mai-juin de cette année, nous avons pu rencontrer des travailleurs et des étudiants qui ont éprouvé, eux, dans les faits, sur le tas, les effets de la politique spécialisée de tous les pouvoirs et qui en ont fait la critique. Il est bien entendu que deux problèmes vont se poser à nous: rédaction et diffusion. Pour la rédaction, nous continuerons à donner des informations de boîte, car nous ne savons pas encore à l'avance, si nous serons en mesure de fournir des articles théoriques d'une manière collective. Les articles théoriques, s'il y en a, seront faits individuellement. Aussi, si "Passer-Outre" publie des échos de nos usines, nous enverrons des informations à ce journal. Ce qui paraît normal. De sorte que nous ne voyons pas la nécessité de diffuser 2 moyens d'information identiques. D'autre part, comme revue de "fond", il y a "Noir et Rouge" qui paraît assez régulièrement tous les trois mois. Nous pourrions l'utiliser. S'ils sont d'accord vous et nous, pour ce genre de travail. La boucle étant fermée, il ne vous resterait plus qu'à vous saborder. Dans le cas où N.R. ne marcherait pas, vous auriez la solution, qui me conviendrait, de faire paraître, même irrégulièrement, sur le mode du ronéotage, des études critiques auxquelles nous pourrions participer, dans la mesure de nos possibilités théoriques. La parution étant assurée tous les deux ou trois mois, par exemple. Nous ne serions donc pas gênés pour proposer ces travaux aux travailleurs et étudiants avec lesquels nous sommes en contact. Voilà en gros ce que nous pensons qu'il est possible de faire, tout en tenant compte aussi des possibilités financières de l'ensemble et des différents avis des uns et des autres."

- d'un camarade de Bruxelles: /

"... le N° 75 de novembre contenait deux lettres particulièrement intéressantes. L'une d'un "camarade du Midi", l'autre de New-York. (J'ai été assez étonné que l'on puisse considérer Marcuse comme une sorte de prophète de la technocratie on pourrait plus justement lui reprocher une certaine méconnaissance des problèmes techniques et de leur influence contraignante, même dans une société "d'abondance").

Les remarques du camarade du midi, nous ont semblé, au cours d'un échange de vues, fort justes, mais il nous semble qu'elles dissimulent une position affirmée sur le rôle possible des "intellectuels" dans la lutte sociale et éventuelle révolution.

Pour ma part, et sans vouloir le moins du monde contester la position d'ICO sur la théorie, il me semble que l'étude des différentes couches d'intellectuels (car il s'agit d'un milieu hétérogène qui ne peut à mon avis être examiné en bloc) quant à leur importance dans la lutte, pourrait être l'occasion d'un vaste échange de vues et de constatations. Dans ce domaine, la partie de la "Grève Généralisée", consacrée aux cadres, ou les réflexions de "Provos et lutte de classes" (intéressantes, mais à mon sens tout à fait empreintes de parti-pris) sont très utiles.

Remarques des camarades de Paris: nous avons tenté il y a plusieurs années, et sans grand succès, d'amorcer un débat sur les intellectuels, à partir d'un texte publié en brochure (épuisée, mais qui peut être rapidement tirée à nouveau car

nous en avons gardé les stencils). Le débat proposé par ce camarade pourrait être repris à partir de ce texte: " Dictature des intellectuels". Remarques critiques sur les "Réflexions" de Max Nomad par Paul Mattick. Ce texte date (1934) il ne traite pas directement de ce problème puisqu'il est une critique d'un ouvrage paru à cette époque. Mais il a le mérite d'exister et nous pouvons le rediffuser si les camarades jugent que cela peut servir de base à la discussion proposée par ce camarade.

- d'une camarade de Clamart:

" J'ai relevé ton adresse dans une brochure "Rouge et Noir". Existe-t-il un cercle rouge et noir sur la Sorbonne, sinon à Paris? Peux-tu me répondre: après mai, que faire? Nous sommes quelques camarades à Clamart qui voudrions entrer en contact avec vous".

Réponse à cette camarade: " il existe deux groupes, l'un Noir et Rouge publiant la brochure du même nom, et qui effectivement a des réunions à Paris. Ne faisant pas partie de ce groupe, je ne peux te donner d'autres précisions, mais je transmettrai ta lettre à ces camarades; l'autre Informations Correspondances Ouvrières (I.C.O.) publiant le bulletin du même nom et ayant aussi des réunions à Paris (deux fois par mois environ).

Puisque tu t'es adressée à nous, nous pouvons te donner quelques aperçus sur ce regroupement de travailleurs (ouvriers, employés, enseignants) sur la base de leur expérience de travailleurs. Nous cherchons d'abord à exprimer ces expériences, n'abordant la théorie et les discussions générales qu'à l'occasion de ce que nous pouvons vivre sur nos lieux de travail et ailleurs. Des camarades de différentes origines "politiques" participent à I C O: anarchistes, communistes de conseils, camarades sans appartenance précise; chacun peut y exprimer son interprétation des faits pourvu qu'il admette que d'autres puissent exprimer la leur et agir en conséquence. Contrairement à ce que pourraient penser certains censeurs d'I C O, nous ne sommes ni un "cartel" de groupes, ni un cercle de discussion. Dans un passé récent (juste avant mai) certains camarades ont quitté ICO car ils lui reprochaient de ne pas avoir d'exigences théoriques -en fait de ne pas adopter une ligne et un certain monolithisme de pensée et d'action (tu retrouveras en gros ces critiques dans des textes situationnistes); tu le retrouveras aussi dans les colonnes d'I C O car c'est une discussion que nous comptons poursuivre.

La réponse à ta question: " après mai, que faire?" est en partie contenue dans ce que je viens de te dire. La réponse d'I C O est qu'il appartient à chacun de trouver lui-même cette réponse, en fonction du milieu dans lequel il travaille. Si un camarade veut s'engager dans une voie, nous le laissons s'y engager et nous lui apportons le soutien matériel qu'il peut demander et que nous pouvons lui offrir; mais il doit accepter la critique préalable et a posteriori de ce qu'il fait. Si ces camarades considèrent que cette voie est compatible avec l'activité présente d'I C O, tant mieux; s'ils considèrent qu'elle les conduit hors du champ d'I C O nous ne considérons pas pour cela qu'ils sont des salauds ou des traîtres, car nous ne pensons pas détenir la vérité."

- Réponse à des camarades de Paris: /

(lettre publiée dans ICO, N° 76- décembre 68-p.B.)

".. quand nous disons assister, c'est participer que nous devrions dire puisque tout camarade venant à la réunion, même pour la première fois y a autant de droits que les autres camarades. Et votre jeunesse, ce que vous appelez votre manque "d'expérience" ne nous paraît nullement un obstacle à une telle participation: au contraire, ici, comme ailleurs, ce sont les moins "instruits" qui sont capables de faire les critiques les plus justes en fonction de leur expérience de vie ou de travail, sans essayer préalablement de les faire passer dans le moule des théories apprises ou des routines de pensée. De multiples problèmes, tant pratiques que théoriques, se posent aux camarades qui participent à ICO. C'est à tous qu'il appartient de chercher une issue aux problèmes matériels tout comme de discuter sur des points qui ne sont d'ailleurs pas nouveaux.

Les questions soulevées dans votre lettre à propos de l'autogestion et l'engagement de chacun par rapport à sa propre vie sont de celles qui sont débattues pas tant dans les réunions d'ailleurs, mais plus dans des lettres ou textes dans les

pages d'ICO. Vous pouvez développer votre pensée sur ces points quand vous le voudrez car c'est certainement un débat qui se poursuivra longtemps.

Il y a deux phrases de votre lettre que nous voudrions reprendre.

La première c'est "bien que trop jeune pour comprendre dans le détail tout ce que vous y dites". Il ne faut pas prendre cette position de l'élève vis à vis du maître. Si vous ne comprenez pas, cela peut venir aussi de nous qui pouvons ne plus être exactement dans la course. ICO existe tel quel depuis dix ans et certains y participant ont commencé à "militer" il y a vingt ans. Ce n'est ni une référence, ni un gage de vérité pour ce que nous avançons. La société capitaliste évolue avec les nouvelles techniques de production, les nouvelles techniques de domination, accaparant des secteurs de plus en plus larges de la vie: ce sont ceux qui affrontent pour la première fois ces nouvelles formes de domination (jeunes, couches récemment prolétarisées..) qui dans leurs luttes sortent des cadres traditionnels, faisant par là, sans le vouloir souvent par leur pratique la critique la plus radicale des formes les plus évoluées de la société d'exploitation. Donc, si vous ne comprenez pas, il ne faut pas hésiter à demander des explications ou à formuler des critiques. Car l'incompréhension peut venir d'un défaut d'explication mais tout autant être le fait du spécialiste, ce qui est alors l'emprise des structures capitalistes sur ceux qui se réclament du mouvement ouvrier et ne tendent à devenir que des dirigeants, ou le fait de ceux qui continuent à utiliser des formules qui s'appliquaient à des stades antérieurs du capitalisme sans s'apercevoir que celui-ci s'est transformé (quand ce ne sont pas d'ailleurs des analyses fausses).

La seconde concerne votre "soutien inconditionnel"; cela nous paraît aussi la suite de ce que nous venons de dire. Aucun des camarades d'ICO n'est l'inconditionnel de quoi que ce soit ou de qui que ce soit. La grande rigueur de pensée et d'analyse que nous nous efforçons d'atteindre ne nous conduit pas à formuler des jugements catégoriques sur ce que nous pouvons vivre ou sur ceux avec qui nous vivons. Des gens très "conscients" et se disant inconditionnels de la lutte de classe et de leurs propres théories peuvent mener un combat qui les amène à être une nouvelle classe dominante, sans être conscients de ce fait. Des travailleurs sans "conscience" peuvent mener une lutte "révolutionnaire" en partant de revendications bien terre à terre, sans en être conscients, et bien que pris un à un ils puissent être classés par les gens "conscients" comme des "petits bourgeois", des "conditionnés totaux" de la société moderne. C'est là aussi un problème qui se trouve au centre des questions débattues présentement. "

- d'un camarade d'Orly: /

"..les événements de mai ont reposé avec acuité le problème "organisation-spontanéité". Dans une lettre que vous avez publiée dans ICO, 60, je disais ma perplexité devant certains points du texte " ce que nous sommes, ce que nous voulons". Ma perplexité demeure qui plus est, elle s'est accrue..

Je suis absolument atterré de lire que "un groupe de camarades formé en mai paraît bien engagé pour mener à terme un journal imprimé dont le contenu serait assez proche d'ICO. Des camarades d'ICO y participent". "Un autre groupe de camarades issu de mai envisage également la publication de seules informations non commentées". " le bulletin d'un comité inter-entreprise..."

Vous êtes mieux placés que moi pour savoir la quantité de publications émanant des "groupuscules gauchistes". Autant il est souhaitable que les groupuscules soient nombreux (efficacité d'action, rapidité de réunions, créativité, cohésion,..) autant il est catastrophique que chacun prétende publier le résultat de ses expériences. C'est affligeant de voir chaque groupe tendre la main (une étude attentive des listes de solidarité révélerait que les donateurs se dispersent aussi), polémiquer, afficher son sectarisme et finalement faire perdre aux lecteurs, temps, énergie, clarté dans les analyses théoriques, argent, tout en démontrant que si un minimum d'entente ne peut être réalisé par ces groupes pour diffuser leurs pensées, informations... dans un périodique édité en coopérative et un seul alors qu'en fait les idéologies sont voisines, les chances

qu'ils ont d'aidé à la réalisation d'un monde meilleur n'existent pas. Je sais qu'en fait il faudrait peut être distinguer deux grands courants idéologiques:

- les marxistes: parti d'avant-garde, maintien de l'Etat
- les libertaires: pas d'avant-garde, pas d'état.

C'est dans cette optique que j'ai proposé aux libertaires (Monde Lib.) de fusionner pour faire un hebdo anar. Réponse: " c'est pas concevable car il y a diverses tendances dans le mouvement anar, c'est pas du tout souhaitable de scléroser le mouvement. (la rédaction d'un journal n'imprime que ce qu'elle veut). D'ailleurs le mouvement anar traverse une crise: incompatibilité entre ces tendances (individualistes, ORL, anarchistes-marxistes - N-R., UGAC) à travailler ensemble ". Lamentable ! En quoi le fait de se réunir pour diffuser des idées empêche-t-il de dire tout ce qu'on pense? En quoi l'union pour un journal amène-t-elle le monothéisme? Je crains que chaque groupe anar ou qui se veut tel soit bien enfermé dans sa chapelle continuant à adorer son dieu à lire ses évangiles, à excommunier, refusant- et craignant- de se remettre en question au contact des idées des autres. (il y a 19 périodiques anar (+/-) paraissant en France en cette fin d'année 68). L'expérience d'"interéducation" que je vous envoie régulièrement démontre la fausseté des arguments contre une fusion et cependant les 6 groupes co-éditeurs sont loin d'avoir des idéologies voisines, voire des préoccupations communes.

Je m'excuse de ce long discours mal rédigé, le temps me manque. Mais le sujet n'est quand même pas secondaire. Pour en revenir à ICO -qui est copiable, mais irremplaçable - je ne vois qu'une solution. En effet, je ne comprends pas que ce qui est impossible pour ICO (imprimer un bulletin) soit possible pour "groupe de camarades formé en mai", lequel n'a pas la moindre avance de trésorerie, n'a pas les habitudes de travail.. Je ne comprends pas non plus que des camarades d'ICO participent à la création d'un périodique imprimé "assez proche d'ICO". Je ne vois donc qu'une solution: ICO devient bi-mensuel et publie 20 pages à chaque fois, tout en restant ronéoté. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faudra pas en arriver un jour à l'imprimerie avec augmentation du tarif. "

ooooooooo

DES COMITES D'ACTION RENAULT: /

Dans un tract distribué chez Renault-Billancourt, par un "Comité de liaison ouvriers-étudiants" sous le titre " Le débrayage à Renault: les idées de mai progressent" (comme s'il n'y avait jamais eu de débrayages avant- et syndicaux par dessus le marché), il y a un paragraphe bien significatif:

"..une force populaire est née.. la grève ouvre de nouvelles perspectives aux comités d'action. Ils se multiplient, se renforcent. La lutte politique contre la bourgeoisie est une lutte longue, complexe. Les luttes revendicatives en font partie, les comités d'actions les mènent dans l'esprit de défendre les travailleurs.. Les comités d'action continuent à défendre les revendications des travailleurs..."

En peu de lignes, on trouve là un excellent résumé du rôle que leurs promoteurs entendent faire jouer aux comités d'action: le substitut ou l'amorce, comme on voudra, d'un "parti révolutionnaire" exactement calqué sur ceux que nous pouvons connaître; les C.A. mènent les luttes revendicatives, "défendent" les revendications la grève n'est qu'un élément d'une "lutte politique" dont les C.A. seraient les éléments conscients.

C'est que finalement on retrouve dans les comités d'action les "militants" (les récupérateurs comme le disent justement les situationnistes), vieux ou moins vieux, pour qui mai a constitué l'apport de troupes nouvelles et la possibilité inespérée (et paradoxalement pour certains favorisée par la dissolution des groupuscules) de troquer les vieilles défrôques trop connues pour des habits neufs, de chercher une nouvelle audience en essayant de couper le fil d'un passé pourtant proche.

Un exemple frappant nous est donné par le comité d'action du département

59 à l'usine Renault de Billancourt. Nous le citons, parce que ce comité repose sur un militant CFDT qui a fréquenté groupuscules et syndicats, polémique avec ICO, qui a donné dans les deux premiers numéros de Passer-Outre, des articles sur l'activité du comité et sur la grève de décembre.

Il n'est pas inutile de remonter 15 ans en arrière: à cette époque ce militant animait avec d'autres ouvriers de la RNUR un bulletin "Tribune Ouvrière" (dont l'éclatement a été à l'origine de publications comme Voix Ouvrière et Pouvoir Ouvrier). Les positions qui pouvaient justifier cette publication, on pouvait les trouver exprimées par l'intéressé dans Socialisme ou Barbarie, avril-juin 54, N° 14:

" pour les ouvriers le choix n'est pas aujourd'hui entre l'organisation dans les syndicats et pas d'organisation du tout, mais entre poursuivre la lutte em-brigadés par un appareil bureaucratique qui la détourne de ses objectifs, la mutile et en fin de compte l'étouffe ou bien la mener en dehors et contre cet appareil, condition première de son développement.

..."Il ne nous appartient pas de donner la bonne recette d'organisation que nous opposerions triomphalement aux syndicats. Encore moins d'en créer une..

..."le vrai dilemme est: ou continuer de faire le jeu de la bureaucratie syndicale en prêchant la réforme des centrales et leur unification, ou soutenir les ouvriers qui s'en détachent et encourager pratiquement toute action indépendante "...

Dans ces quelques lignes, il y a à notre avis, l'idée qu'une organisation autonome d'ouvriers "conscients" peut surgir et agir dans la société capitaliste, se développer; l'auteur rejetait les notions de "parti ouvrier", ou de "syndicat révolutionnaire", de réforme des syndicats existants pour s'attacher à la formation à la base de noyaux d'entreprise formés d'ouvriers décidés à "poursuivre la lutte".

Cette position se trouve confirmée par l'intéressé lui-même dans une polémique (voir ICO N° 29- mai 64, p.II- et N° 30 juin-juillet 64, p.I8), qui tourna court, car il n'accepta pas les propositions de discussion qui lui furent faites.

Il faut dire qu'à ce moment, Tribune Ouvrière avait disparu; le "militant chez Renault" avait adhéré à Force Ouvrière et était devenu délégué du personnel sous cette étiquette (sa protestation à ICO venait du fait qu'il s'était senti visé dans une réflexion d'un camarade de chez Renault sur la différence du comportement des cadres en face d'un ouvrier et d'un délégué).

"...avant je disais comme vous, que les ouvriers voulaient combattre l'exploitation et que la direction syndicale et son appareil et ses militants l'en empêchent... Avant je disais..qu'il n'était pas possible d'être syndiqué... J'étais pour la surenchère; quand il y avait une heure de grève, je disais, c'est pas assez..."

Cela précise bien ce que nous soulignons: l'idée que les travailleurs veulent faire quelque chose; que leur lutte est consciente et qu'il suffit de lever les obstacles pour que déferle le flot de la Révolution.

Dans la même lettre, l'intéressé ajoute:

".. Je ne dis plus cela. J'ai changé d'opinion. Je dis que les ouvriers ne veulent pas se battre... contre l'exploitation et qu'ils remettent cette tâche aux organisations syndicales.. je dis que dans la pensée des travailleurs- la plus grande partie et surtout les jeunes- les syndicats sont l'organisme où l'on se décharge d'un problème et d'une responsabilité.. je dis qu'il n'y a pas de courant dans les travailleurs qui soit pour contester cette prise en charge...Maintenant, en général, je ne suis pas pour la surenchère..."

Fondamentalement, il n'avait pas changé de position, s'il était bien exact qu'il avait changé d'opinion. Car ce qui est essentiel dans les deux attitudes, avant et après, c'est qu'il pense lui, que les ouvriers veulent (ou ne veulent pas) quelque chose. Le mouvement ouvrier n'est pas fait de ce que pensent ou de ce que veulent ou ne veulent pas les travailleurs, mais de ce qu'ils font, aussi bien quotidiennement que dans les grands jours comme mai, et dans les conséquences qu ce qu'ils font a pour la société capitaliste et tout ce qui y vit, y compris partis, syndicats, groupuscules..et comités d'action.

Les travailleurs, dans une lutte bien terre à terre (matérialistes sordides" disent les dirigeants, "conscience trade-unioniste ou réformiste" disent les léninistes), sans "conscience politique", se heurtent au pouvoir social de la classe dominante et à ceux qui représentent les chaînes de ce pouvoir social, non pas parce qu'ils veulent ou ne veulent pas la Révolution, non pas parce qu'ils sont syndicalistes ou anti-syndicalistes, mais parce que ce pouvoir les enserme de partout et qu'aller jusqu'au bout pour réclamer IO A F ou faire baisser une norme conduit inévitablement à trouver devant soi ceux qui se prétendent les défenseurs des travailleurs.

Dire que les ouvriers veulent ou ne veulent pas se battre contre l'exploitation est une absurdité: du jour où ils travaillent, ils luttent contre l'exploitation, car l'exploitation tend à être maximum et à réduire l'homme à l'état de machine, de chose. Vouloir que les travailleurs luttent d'une certaine façon et juger que ce qu'ils font est "bon" ou "mauvais" est une position qui n'a rien à voir avec la lutte de classe. L'exploitation capitaliste n'est pas une question de morale, c'est aussi bien pour les dirigeants que pour les travailleurs, une question économique: pris dans la compétition économique, les uns et les autres s'affrontent parce que le maintien de leurs intérêts leur impose la lutte et non le fair play. Et que les contradictions mêmes du système et le développement autonome des luttes amènent les producteurs à gérer eux-mêmes leur activité productrice et partant, la société tout entière.

Quelque temps plus tard, le "militant chez Renault" adhéra à la CFDT (sans changer d'opinion) et publiait aux Editions Esprit un livre sous ce même titre (voir critique dans ICO N° 51- juillet 66, p.23) Après des analyses valables de la vie des travailleurs dans une grande usine d'automobile, du rôle traditionnel du délégué et du syndicat dans une entreprise moderne, on retrouve la même continuité de pensée du "militant", conscient de faire partie de l'élite", qui déclare aux ouvriers ce qu'ils ont à faire:

".. il faut que les ouvriers apprennent la gestion et cela ne se fera pas obligatoirement le lendemain d'un bouleversement social traditionnel, ou après avoir construit des barricades. L'autogestion, la responsabilité sont plus que des revendications, ce sont des attitudes liées à un mode de pensée et à une morale" (Militant chez Renault- page 215).

... "les revendications gestionnaires, à la différence des autres, ont un grand avantage, elles ne sont pas onéreuses, bien au contraire. Est-ce un domaine où patrons, directeurs d'usines, gouvernants se refuseront toujours à traiter?" (page 227)

"la revendication auto-gestionnaire a donc l'avantage non seulement de ne pas porter atteinte au catéchisme industriel, mais au contraire d'aller dans le sens de la réduction du prix de revient..." (page 228).

Il paraît à peine superflu de commenter. On comprend mieux l'évolution du "militant" qui juge les travailleurs "aliénés" et n'ayant pas le sens de leurs responsabilités et leur propose de les éduquer dans la gestion, une gestion qui ne coûterait rien aux dirigeants et irait dans le sens de leur vision technocratique d'une société capitaliste bien gérée (I).

Cela nous rassure sur les positions même de la CFDT. Un tract du 26/II/68 diffusé aux usines Renault, ne comporte-t-il pas le rectificatif suivant:

" Rectificatif: dans notre dernier tract N° 254 du 19/II/68 nous avons écrit qu'aucun livre sur les événements de mai n'étaient à la bibliothèque du C.E. C'est une erreur dont nous nous excusons. Vous pouvez demander ces livres aux bibliothécaires. Vous pouvez également demander ou acheter le livre d'un travailleur de la Régie: " Militant chez Renault" de Daniel Mothé. "

(I) La brochure d'I C O " la grève généralisée en France, mai-juin 1968" contient page 27 et 28 dans:

" la CFDT: l'auto-gestion, mot magique"
une analyse de ce qu'est l'auto-gestion syndicale.

On peut dès lors s'interroger sur la tentative du "Militant chez Renault" d'ajouter des chapitres à son livre en s'engageant dans la constitution au département 59 (outillage) d'un comité d'action et dans la surenchère à la grève de décembre au nom du comité d'action et de la CFDT réunis.

Ce n'est pas parce qu'il a de nouveau "changé d'opinion". Il continue comme par le passé, d'écrire dans Esprit (tendance "catholique de gauche") des chroniques en style de sociologue sur le "monde ouvrier"; il participe à la CFDT à la création d'une université (ouvrière) nouvelle. Voici des extraits de son article d'Esprit nov. 68, intitulé: Après mai- (il y en a un autre dans Esprit de janvier 69).

" La revendication de la démocratie dans les usines est reprise par la CFDT, mais pas le mythe du prolétariat révolutionnaire, toujours plus combatif que les militants ou les responsables syndicaux "... (p. 526)

" ...cette victoire (de la CFDT) aurait pu être bien plus importante si les revendications avaient davantage porté sur les changements de structure, sur le pouvoir syndical et l'auto-gestion (526).

" .. sur le plan syndical, la petite CFDT a eu le mérite de comprendre ... c'est la seule qui... est capable de rester ouverte au monde extérieur "... (528).

Et plus loin:

" L'espérance du mois de mai n'a laissé que fort peu de traces..."

Le tract qui proposait la création d'un comité d'action au département 59, intitulé " La question" contient une phrase bien significative: (Passer-Outre N°I):

" Revendiquer: le pouvoir aux travailleurs, l'autogestion de l'entreprise sont-elles des revendications creuses?"

Pour nous, cela ne veut rien dire car le pouvoir est aux travailleurs par leurs conseils. La gestion, pas plus que le "pouvoir ouvrier" ne se revendiquent. Dans l'optique de ce qui est cité de "Militant chez Renault" cela se comprend parfaitement. C'est bien dans la ligne "gestionnaire" de la CFDT. La "responsabilité" des ouvriers, c'est d'accepter de jouer le jeu.

Quelle perspective s'ouvre alors au comité d'action prisonnier des tactiques des militants-syndicaux qui l'animent avec des préoccupations éducatives, morales. Vont-elles jusqu'à envisager de proposer la gestion "pour réduire le prix de revient"? Dans Passer-Outre N° 2 la grève du 5 décembre telle qu'elle est décrite par le même membre de la CFDT, montre bien comment à travers un comité d'action les "militants" (chez Renault ou ailleurs) syndicaux ou autres, entendent bien récupérer le plus possible du mouvement de mai pour renforcer leur organisation. Ce n'est pas nouveau: 1936 avait vu tous les jeunes militants sortis du mouvement de mai et juin entrer en masse à la CGT réunifiée et former pour des décennies les cadres de l'appareil syndical. Sous une phraséologie différente et à un niveau bureaucratique différent, les militants de mai 68 peuvent se retrouver parmi "l'élite" de l'auto-gestion syndicale. Les événements de mai peuvent de diverses manières s'analyser dans la percée vers le pouvoir des couches bureaucratiques nouvelles. Nous reviendrons sur ce point.

Le but du comité d'action du 59, dans sa surenchère à la grève de 24h (voir plus haut "en général, je ne suis pas pour la surenchère") c'est ... "donner la parole aux types... parce qu'il faut surtout que les types transpercent..."

Passons sur le style très m'as-tu-vu, " nous à la CFDT" on a fait ci et ça, sauf pour remarquer la confusion habituelle travailleurs égale syndicats, le "nous" s'appliquant indistinctement à la CFDT, et aux ouvriers du département; le style très général à la tête des troupes, les gars.. les types.. ou bien.. alors moi j'ai dit d'accord pour une banderole mais il faut des gens qui soient prêts à mourir pour la banderole ".

Pour ne retenir que la phrase citée, jointe à celle-ci " La CFDT joue à fond la carte des jeunes". Pousser des actions " De toutes façons, la grève de 24h était possible.. il aurait suffi de mettre des piquets aux portes de l'usine, puis ça marchait...", pour que les jeunes marchent (les troupes) et que "les types transpercent "

(les futurs cadres de base CFDT). Nous rejoignons ici notre propos du début. Le comité d'action c'est la forme moderne de l'école du militant.

Peu importe qui parle, les styles et le vocabulaire différent, les méthodes sont les mêmes parce que le but à atteindre est le même. La démarche que nous venons de suivre à travers les péripéties opportunistes de la vie d'un "militant", nous pourrions la retrouver avec les mêmes constantes chez ceux pour qui un mouvement comme mai ouvre l'espoir d'une carrière dans une société "rénovée", parce que ce mouvement n'a pu déboucher sur l'amorce d'un monde nouveau.

oooooooo

LE CONGRES de L'U.N.E.F.

Le Congrès de l'UNEF s'est déroulé à Marseille quelques jours avant la fin de l'année. "Le Monde" en a donné des compte-rendus abondants; quoiqu'ayant assisté à ce congrès nous ne pourrions en fournir que quelques impressions.

La composition du congrès était d'un extrême hétéroclisme allant des staliniens pro-chinois, des trotskystes, des néo-anarchistes, jusqu'aux communistes de l'Union des Etudiants Communistes, en passant par les socialistes unifiés, et d'autres nombreux "gauchistes".

Cet amalgame de tendances a donné lieu à des débats houleux, et les interventions qui se sont faites l'ont été dans un désordre indescriptible. Le but principal de ce congrès, après les luttes du printemps, était de définir la nouvelle orientation à donner au mouvement étudiant "engagé". D'innombrables points de vue se sont exprimés qui sont grosso-modo:

- 1/ ou syndicat étudiant de masse
- 2/ ou organisation politique

Une quarantaine d'orateurs se sont succédés durant les trois jours de travaux qui avaient d'abord débuté à Luminy, immense congrès à l'extrême sud-est de la ville, pour revenir peu après à la faculté de sciences de St Charles. La première séance a été ouverte dans un ampli archi-comble. Une délégation du FNL remet, à ce moment, à Sauvageot un ... morceau de la carlingue d'un avion " yankee" abattu par la DCI nord-vietnamienne. Ce geste suffit à déclencher des applaudissements "nourris et chaleureux", de la part des militants anti-impérialistes. Si l'enthousiasme a été partagé par tous les congressistes, ce ne fut pas le cas de quelques camarades de Bordeaux, Nantes et Marseille.

Diverses analyses, caractérisées par l'idée centrale de crise où serait parvenue la société capitaliste française et plus généralement de décadence de l'impérialisme, ont formé le thème qui est revenu sans cesse tout au long du congrès sur la question de l'Université, l'U E C s'affirma pour la démocratisation ce qui permettrait l'accès des fils d'ouvriers et de petits paysans à cette même université. Aussi il conviendra de défendre matériellement les étudiants, tâche primordiale qui implique le développement optimal de l'UNEF, mais pour être efficient, le syndicalisme étudiant doit être discipliné et responsable, telle la CGT donnée comme exemple d'organisation.

Ces propositions, bien qu'archi-connues, sont accueillies par une série de cris hostiles dirigés contre l'U E C considérée comme un piètre "groupuscule récupérateur". Notons encore que l'ensemble des courants en divergence avec l'U E C considère que les directives CGT/PCF, en violant les règles de la démocratie, trahissent les travailleurs ce qui explique pourquoi il faut les redresser et leur donner des comités centraux "rouge vifs". Lorsqu'ils parlent d'unification des luttes étudiants-travailleurs les étudiants ont les yeux tournés vers le PCF et la CGT. En fin de compte, et malgré toute leur querelle de famille, c'est sur l'association des bureaucraties ouvrières avec l'autre bureaucratie étudiante que les étudiants basent leurs perspectives. Venus pour peser de tout leur poids les militants de l'Alliance des jeunes pour le socialisme

- qui correspond à l'ancienne F E R dissoute- réclament un syndicat révolutionnaire de masse capable d'imposer le front unique aux organisations ouvrières CGT/PCF. Leur espoir de conquérir la majorité dans l'UNEF était particulièrement évident. Mais leur intransigeance, inspirée de la mystique bolcheviste ainsi que leur démonstration de force empruntant beaucoup au code de la discipline militaire ruinèrent leur plan. Une troisième tendance s'inspirant du renouveau étudiant de mai a trouvé ses porte-paroles dans les cercles "Rouge" (ex J C R) et surtout, le "mouvement du II mai".

Le "mouvement du II mai" lorsque se déroule le congrès tient depuis trois jours à peine l'association générale des étudiants marseillais après en avoir délogé les E S U. Le "II mai" est un groupe purement local issu de la scission de l'U E C (en 66) Très actif, volontariste, et animé d'un dosage d'idées léninistes et luxembourgiennes (un peu moins pour ces dernières) il travaille en direction des usines pour la création de comités d'action regroupant travailleurs et étudiants. Effectivement proches dans leur façon d'analyser tant le mouvement étudiant que les **l**uttes ouvrières; les cercles "Rouge" et le "II mai" militent en s'appuyant plus sur les C.A. que sur l'UNEF elle-même, sur le mot d'ordre : "... Débureaucratisons l'UNEF! ".

Et en fait de débureaucratisation, il y eut les inévitables discussions à huis clos et les éternelles alliances de coulisses tenues au grand secret.

Dans certaines villes universitaires comme Grenoble ou Marseille, les C.A. étaient devenus tout puissants au sein des associations et avaient donc recueilli la majorité pour participer au congrès. Par contre, d'autres C.A. n'ayant aucun statut juridique (sic) ont été invalidés par le bureau national, en grande partie composé d'E S U. La reconnaissance du C.A. de Lille aurait renforcé la position des C.A. par l'apport de 40 mandats supplémentaires et les E S U auraient perdu la majorité.

Les C.A. de Marseille, Lille et Nice, plusieurs C.A. de Paris-Sorbonne, socio, philo, notamment, semblent avoir rompu depuis avec l'UNEF. Ils ont annoncé qu'ils allaient se réunir début janvier, pour entreprendre l'unification, la coordination et l'information des C.A. qui n'ont cessé de travailler à côté de l'UNEF. Il est trop tôt aujourd'hui pour déterminer la place qu'ils occuperaient désormais dans le mouvement général des étudiants.

Après leur départ, les E S U se sont pratiquement retrouvés entre eux pour reconduire leur propre équipe à la tête de l'UNEF; cinq des sept membres du B N appartiennent aux E S U. D'abord mis en difficultés par les attaques des représentants de C.A., à propos de son rôle dans l'occupation des Fac et des barricades, le bureau national a su reprendre pied en exploitant la rancœur qui existe entre chaque groupe.

Le congrès a montré combien l'idée d'avant-garde restait vivace chez les militants étudiants, répétant à l'excès les formules léninistes. Ayant apprécié l'époque par la montée des " luttes populaires" (cf Cuba, Chine, Viet-Nam, etc...) les étudiants, en voie de conséquence, s'ingénient et se torturent à rechercher quel type de "stratégie révolutionnaire" lui serait la mieux adaptée. Il fut beaucoup question de mobiliser la classe ouvrière dont on a pris soin d'affirmer que les étudiants lui ressemblaient de plus en plus du fait de la prolétarianisation des universitaires.

Un texte circulant dans les travées explique de quelle façon doit se réaliser l'alliance avec la classe ouvrière:

" Cette unification ne sera possible que si l'unification de l'avant-garde se fait. Or, elle ne peut l'être qu'au sein d'une organisation de masse où l'avant-garde dans son exemple, exception faite de l'U E C est confrontée à ses responsabilités vis à vis du mouvement en présence des étudiants non-organisés"

Et le texte de conclusion que l'UNEF était partie prenante dans l'élaboration du socialisme en France.

(aux interruptions de séance, les militants vendaient leur canard. Soudain, vive discussion dans un groupe. Deux vendeurs de "Lutte Communiste"- Posadas- sont pris à partie par ceux de "Jeune Révolutionnaire" (tendance Lambert) aux cris de "La véritable 4ème, c'est nous", et de les menacer d'un bon cassage de gueule.

à propos de l'autogestion

(contribution à l'abolition du salaire et du travail).

(texte publié dans le N° 74-octobre 68, page 20
lettres publiées dans le N° 75- novembre 68 page 24
et le N° 76- décembre 68 page 17.)

-d'un camarade de Douai:

Avant l'auto-gestion (28/10/68) :

"Avant que l'auto-gestion s'affirme comme réalité, on peut en suivre la percée dans le destin des mythes précédents. Destin et récupération qui prouvent plus leur caractère éculé que leur actualité. En ce sens, les "événements" de mai-juin ont plus tenu même de la "non" conscience (autonome) que de la fausse conscience.

Que signifie le fait que les étudiants se soient désespérément raccrochés aux mythes aujourd'hui séculaires de la vieille classe ouvrière? qu'ils avaient les uns et les quelques autres une théorie bien en retard sur leur pratique. Que le marxisme soit devenu l'idéologie de la couche des intellectuels petits-bourgeois, tout le monde le sait. On le comprend mieux à l'heure de sa décomposition pratique. Le génie pédagogique, et déjà simplificateur des deux côtés, de Marx fut de synthétiser les deux aspirations révolutionnaires (bourgeoise et anti-bourgeoise) du XIX° siècle: le saint-simonisme et le fouriérisme et de faire valoir l'une par l'autre. Le caractère évidemment saint-simonien, et même combien - au sens le plus fasciste du terme- des pays "socialistes" qui ne sont pas pris dans la papillonne fouriériste a dénoncé une unité entre-prise à trop peu de frais, avec trop de lacunes dès le départ (mépris du lumpen-prolétariat sous-estimation des formes politiques bourgeoises, méconnaissance de l'imagination, de la production émotionnelle...). Dès lors la classe ouvrière récupérée depuis longtemps par le saint-simonisme, bourgeois ou stalinien, avait laissé le fouriérisme aux petits bourgeois "décadents".

Mais ceux-ci n'ont pas encore trouvé la nouveauté de leur trouvaille. Dès lors ils en sont réduits au vieux folklore ouvriériste indifférencié d'avant les idéologies, bref au XIX° siècle. Ainsi s'explique le chant de "l'Internationale" sous l'Arc de Triomphe. Le mythe n'existe que dans la mesure où la réalité n'existe plus ou/et pas encore. La classe ouvrière, porteuse à la fois de l'ordre et la révolte n'est plus, l'auto-gestion et l'auto-production de l'histoire de l'homme n'est pas encore.

La manifestation de la gare St Lazare : plusieurs trains s'y sont rencontrés et croisés ce jour-là:

celui du paternalisme paresseux des états doucement démocratiques
celui du militantisme imbécile et terroriste, nostalgique de tant de

passés aigris

celui des cybernéticiens en quête d'améliorations

celui de la révolution totale et ininterrompue en quête d'un langage

introuvable:

L'auto-gestion, la vie auto-suffisante de l'imagination et sa mise immédiate en pratique n'ont pas encore trouvé leur langage théorique ou autre. Le vieux langage utilisé ne doit pourtant pas faire illusion : de toutes manières le monde devient un monde d'Uniques.

- du camarade du Havre -(auteur du texte du N° 74 et de la lettre du N° 75).

Enfin une question très importante a été posée: celle du langage. Pour un intellectuel (sic) la question est très importante car il s'échappe vite dans un

hors -texte

La page ci-contre porte le N° 30 bis. Elle doit être retirée de ce bulletin et ajoutée au N° 76 de décembre 68, entre les pages 30 et 31.

Un seul camarade a signalé cette omission. Doit-on en conclure qu'il est le seul à avoir lu ce texte. Et en tirer des conclusions?

De même qu'un seul camarade a protesté pour une "page blanche" et demandé l'envoi d'une autre page, alors que l'assemblage d'ICO laisse passer un certain nombre de feuilles non ronéotées.

PROJETS de RENCONTRES pour 1969:

lors de la réunion des camarades de Paris du 13 décembre, certains ont proposé que soient organisées en 1969 deux rencontres:

1/ l'une sur le plan national qui regrouperait les camarades français participant à ICO ou se retrouvant sur des positions proches.

Les thèmes qui pourraient y être débattus seraient à la fois d'ordre théorique (discussion sur la situation du capitalisme et le mouvement ouvrier en France, sur l'orientation d'ICO, par exemple,) et d'ordre pratique (répartition des tâches matérielles, participation de tous aux discussions.

2/ l'autre sur le plan international qui regrouperait des camarades ou groupes français ou étrangers ayant des positions proches de celles d'ICO.

Les discussions pourraient porter sur la situation du capitalisme et sur le mouvement ouvrier dans chacun des pays concernés, sur l'orientation et l'activité des groupes.

Ceci ne constitue que des propositions. Tout camarade intéressé peut:

- donner son avis sur l'organisation de chacune de ces rencontres notamment sur sa date, sur le lieu, et sur le mode de discussion
- proposer des sujets de discussion autres que ceux prévus.

Les camarades de Paris acceptent provisoirement de s'occuper du secrétariat de ces rencontres mais souhaitent que cela soit pris en charge par d'autres camarades.

ooooo.oooo

" Cette décision est subordonnée à l'accord des cadres, agents de maîtrise et employés et à leur participation active ".

Admirons le style en passant. Quant au sens à donner à ce jargon, les dirigeants syndicaux se chargèrent de répandre la bonne parole de la direction; cela signifiait le paiement des heures de grève, sans récupération. Ils en donnèrent leur parole lors de l'assemblée qui précéda le vote sur la reprise du travail, en réponse à des critiques véhémentes sur cette formule vague et creuse qui autorisait toutes les manœuvres. On peut comprendre en ces quelques lignes, en quoi consiste le rôle des responsables syndicaux dans leur fonction d'intermédiaire entre les travailleurs et la direction.

Le vote eut lieu tout de suite après l'assemblée générale du mardi 4 juin au matin. Sur 2600 employés des services centraux - 1300 seulement étaient présents - parmi eux ceux qui voulaient à tout prix travailler, 904 voix pour la reprise, 414 contre - 4 nuls. L'accord avec le protocole impliquait la reprise immédiate du travail (à l'assemblée générale, un employé avait souligné l'aspect ultimatum de cette clause).

Dans l'après-midi du 4 les représentants du comité de grève annonçaient les résultats au cours d'une nouvelle assemblée générale: un "opposant" appela les employés à marquer leur désaccord avec toutes les manœuvres qui avaient entouré l'élaboration du protocole et le vote, en se rassemblant devant la porte le lendemain matin et en rentrant plus tard au travail; une trentaine seulement d'irréductibles se retrouvèrent devant la grande entrée; c'était peu, mais il n'y eut pas aux ACF de "rentrée victorieuse". En fait, toute cette semaine, on ne travailla pratiquement pas dans les bureaux: le temps se passait en discussions sur les grèves qui continuaient ailleurs.

Dans la journée du vendredi 7 juin, le bruit court que la direction veut dénoncer le paragraphe ci-dessus et faire récupérer. Le ministère des finances aurait opposé un veto formel au paiement sans récupération; ceci après intervention du président d'un autre groupe d'assurances nationalisé. C'est bien difficile de savoir devant quelle manœuvre on se trouve: y a-t-il eu accord direction-syndicats pour faire semblant de lâcher un point important, quitte à le reprendre ensuite; la direction a-t-elle possédé les syndicats - et les employés - en insérant une formule qui ne veut rien dire et en niant ses garanties verbales; ou bien un conflit entre dirigeants a-t-il amené effectivement l'intervention du gouvernement. Toujours est-il qu'à 16h30 les délégués du comité de grève sont reçus par la direction du groupe pour s'entendre signifier que le Ministère des Finances l'avait mis en demeure de dénoncer la partie de l'accord concernant le paiement des heures de grève... et que les conditions de la Fédération patronale de l'assurance (FFSA) seront appliquées (avance de 60% récupérable en heures supplémentaires, c'est-à-dire à peu près les accords de Grenelle). Lorsque sort la délégation, c'est vendredi soir, après l'heure de sortie (bien calculé, ce qui peut confirmer une grosse manœuvre mijotée depuis longtemps) les employés sont partis pour deux jours, mais la quasi totalité du comité de grève (130 personnes) attend dans une ambiance plutôt tendue. Tous se doutent de ce que sera la boîte lundi, et même les plus timorés ne cherchent à éluder la nécessité d'une action. Des délégués syndicaux ont proposé de faire soutenir le président contre le gouvernement par les employés s'il applique intégralement le protocole.

Les syndicats font là, bien malgré eux, sans s'en douter, une proposition révolutionnaire qui vise à rien moins qu'à inverser le pouvoir dans l'entreprise: un président nommé par les dirigeants économiques et politiques leur doit tout son pouvoir et est là pour transmettre des ordres ou faire des choix dans l'intérêt de ces dirigeants. Mais proposer de s'appuyer sur les syndicats, les cadres et les employés pour s'opposer à une décision de ces dirigeants, c'est le rendre prisonnier de cette base à laquelle il devra alors son pouvoir: il ne commandera plus en vertu d'un pouvoir extérieur à l'entreprise, il ne sera plus que l'exécutant de décisions prises (ou acceptées) par les travailleurs de l'entreprise. Sans doute la proposition est ambiguë pour les syndicats et les cadres, car c'est d'eux seuls qu'ils entendent rendre dépendant le presi-

monde d'idées, de mots qui arrivent à avoir une signification seulement pour lui ou pour quelques initiés. Il est possible de dépasser cette séparation par le dialogue. L'ICO accomplit cette fonction.

Je vous livre quelques trucs pour faire éclaircir le langage:

- on peut questionner celui qui se fait mal comprendre afin de lui faire clarifier les mots, les idées qu'il exprime.
- on peut indiquer à celui qui se fait mal comprendre qu'on ne le comprend pas, lui reformuler ce que l'on a compris
- on peut demander à celui qui s'exprime de ne jamais oublier qu'il a un interlocuteur

- on peut écrire des textes en commun

Je vais tenter de clarifier ce que représente pour moi la réification: il s'agit d'un processus de fixation de tout ce qui est variable (l'imagination, le désir, la praxis-activité créatrice, la liberté, l'amour,...) dans des formes contrôlées (par le Pouvoir) qui substitue ainsi à la variabilité, le répétitif, l'identique, le quantitatif.

Ainsi par exemple:

- les hommes (c'est-à-dire la variabilité et donc la richesse) sont ramenés à un ensemble de besoins, un ensemble de fonctions, un ensemble de rôles (citoyen, père de famille, bonne ménagère, cadre moyen position II A échelle JIC, militant),

- le Désir est ramené à des fantasmes (images du Désir) par la marchandise qui présente non seulement un usage possible mais aussi une image du bonheur de la liberté, de la puissance, etc.. les nouvelles formes de la marchandise (Club Méditerranée, maisons de jeunes et de la culture, quand elles marchent) présentent même un usage de l'art ou de la liberté (usage parfaitement neutralisé). La marchandise constitue un bloc de temps et de plaisir pré-organisé; la consommation ne peut donc jamais être la liberté, c'est-à-dire la création.

En bref, au variable, est substitué l'identique, donc le répétitif, la vie de l'homme est ramenée alors au répétitif, à des identifications. Ce qui est identique peut être quantifié; la logique de la marchandise est donc claire, en réifiant tout ce qui est variable elle permet de quantifier, d'organiser l'espace-temps de la vie de l'homme. En se diffusant, elle ne fait qu'accomplir sa fonction: quantifier, unifier l'espace et le temps. La logique de la bureaucratie est naturellement la même il s'agit de contrôler toujours plus complètement la vie de l'homme en organisant sa vie à sa place (le premier congrès International sur le Temps Libre s'est tenu à La Havane).

Toute lutte pour une auto-gestion intégrale doit donc être menée non seulement sur les lieux de travail, mais surtout les terrains de la vie quotidienne en s'attaquant à la réification: refus des rôles, sabotage des institutions, détournement des marchandises de leur mode de distribution, pratique du dialogue et de l'amour, détournement des nouvelles formes de la marchandise comme les maisons de jeunes, ...

en mai - juin 68

(pour faire son opinion on peut se reporter à

ICO N° 65- page 25

N° 67- page 19

N° 71- page 6

au sujet des "Enragés". On peut communiquer aux camarades les textes réunis dans ce dernier numéro.

"... le groupe anti-syndical "d'Information Correspondance Ouvrières" qui n'allait pas jusqu'à être conseilliste et qui n'était même pas sûr d'être un groupe siégea cependant dans une salle à part. Indifférent à la situation, il y rabâcha le fatras habituel de son bulletin et y rejoua son psychodrame obstructionniste: fallait-il s'en tenir à l'information pure pasteurisée de tout germe théorique, ou bien le choix de l'information n'était-il pas inséparable de pré-suppositions théoriques dissimulées."

(Engagés et Situationnistes dans le mouvement des occupations
page 180- René Vienet -Collection Témoins - Gallinard- 20 Frs).

En mai-juin 68, les camarades d'ICO de la région parisienne n'ont pas "siégé": ni à la Sorbonne, ni à Censier, ni ailleurs: tous étaient engagés dans la grève sur leurs lieux de travail. Ils y ont fait ce qu'ils ont pu, dans des circonstances parfois difficiles, dans les comités de grève, dans les piquets, dans les assemblées dans la rue. Chacun a pris sa part obscure au milieu de tous, dans ce mouvement qui nous a confirmé, en tant que participant à ICO, le sens des analyses que nous avons pu faire sur la société d'exploitation, sur le mouvement ouvrier et la lutte de classe.

Aucun des camarades d'ICO n'a considéré comme exemplaire ce qu'il a pu faire dans son entreprise, même si dans la montée ou la retombée du mouvement de mai, il a pu "jouer un rôle", -rôle qui aurait pu être joué, suivant les circonstances, par tout autre travailleur. Car seuls les travailleurs pouvaient, par l'action des comités de grève, passer à un stade d'organisation autonome de leur lutte, établir des liaisons avec d'autres entreprises, remettre en route par eux-mêmes l'entreprise, non sous l'effet d'une propagande et par leur volonté consciente de "prendre le pouvoir social" ou de "gérer les usines", mais par la nécessité même du développement de la lutte. Personne ne pouvait se substituer à eux pour les précéder dans cette voie, leur dire ce qu'ils avaient à faire, si leur pratique n'était pas celle-là. Dans la retombée du mouvement, le "maintien des occupations" n'avait plus d'autre sens qu'une lutte pour arracher des avantages plus grands sur les salaires et les conditions de travail, acculant les syndicats à rendre tangible pour tous leur rôle réel (sans que ce soit l'affirmation d'une position consciente anti-syndicale).

Pendant toute cette période, les camarades de Paris avaient convenu de rester en contact pour s'informer mutuellement, et pour s'entr'aider si c'était nécessaire: deux réunions par semaine, le soir, et encore pas toujours possible. Ils n'ont jamais pensé tenir, sous une forme ou une autre une "permanence" dans les facultés encore moins se constituer en "liaison ouvrière" ou en "conseil", fut-ce pour le "maintien des occupations". Pour les raisons exposées ci-dessus et parce que l'engagement total dans notre milieu de travail excluait pratiquement leur participation à des organismes parallèles dont la finalité aurait été de se substituer au travailleur, pour faire ce qu'ils ne faisaient pas. Ceci explique que nombre d'étudiants ou de camarades "disponibles" aient rapidement cessé d'assister aux réunions d'ICO parce qu'ils n'y trouvaient pas une réponse à leur désir de "faire quelque chose".

Pour tenir les deux réunions par semaine en mai-juin et juillet, les facultés et notamment Censier, plus calme, offraient des salles gratuites et disponibles au pied levé: un instrument bien pratique et rien d'autre, la fonction même d'un "établissement public". Nous n'y avons parlé que des luttes que nous vivions: sans doute est-ce là notre "fatras habituel" et notre "psychodrame obstructionniste". Au début de juin, nous avons entrepris d'écrire un texte sur la grève généralisée. Comme nous l'avons expliqué dans ICO, le plan de ce travail fut discuté par tous, la rédaction collective, les divers éléments furent notés avec le concours de tous, discuter ensuite, complétés, réécrits: en juillet toute l'activité des camarades fut pratiquement consacré à la rédaction définitive et à l'impression de la brochure "La grève généralisée en France, mai-juin 68" qui sortit fin juillet. Nous supposons que ceux qui l'ont lue pourront décider si nous avons choisi entre "l'information pure pasteurisée" et l'expression d'une théorie.

Voilà toute l'activité d'ICO dans le "mouvement des occupations". Aucune

tête sur le podium de l'Histoire, aucun acte exemplaire à entrer dans la Légende, l'obscurité même parmi les obscurs de la grève généralisée de mai. Notre prétention "obstructionniste" à relier ce "mouvement des occupations" à celui des conseils et des collectivités, vieux de plus de cinquante ans, de le relier à une théorie exprimée avant nous, mais renouvelée et parfaite à chaque résurgence du fleuve profond vers le communisme cette résurgence même qui vient prouver aux hommes étonnés d'eux-mêmes qu'ils peuvent être capables de construire un monde nouveau.

----- Camarades d'ICO, vous vous reconnaissez -----

".. plus généralement le défaut de tous ces groupes, qui tiraient leur fière expérience du passé lointain des défaites ouvrières et jamais des nouvelles conditions et du nouveau style de lutte qu'ils ignoraient par principe, ce fut de répéter leur idéologie habituelle; sur le même ton ennuyeux qu'ils avaient gardé pendant une ou deux décennies d'inactivité. Ils semblèrent n'avoir rien aperçu de nouveau dans le mouvement des occupations. Ils avaient déjà tout vu. Ils étaient blasés. Leur découragement savant n'attendait plus que la défaite pour en tirer les conséquences comme des précédentes. La différence, c'est qu'ils n'avaient pas eu l'occasion de prendre part aux précédents mouvements qu'ils analysaient et qu'ils vivaient cette fois le moment qu'ils choisissaient de considérer déjà sous l'angle du spectacle historique -- ou même du remake peu instructif. "

(Enragés et Situationnistes dans le M.D.O. - pages 180-181)

oooooooo

PUBLICATIONS

Nous avons reçu l'annonce des publications suivantes:

- réédition de "La lutte de classes sous la première république 1795-1797"
Daniel Guérin- N.R.F. 2 volumes- 85 Frs.
- "La Révolution par elle-même" -- tracts révolutionnaires, de la crise de mai à l'affaire tchécoslovaque. J.P. Simon- Albin Michel - 9F90.
- Bilan d'une Révolution: En marge du cinquantenaire d'octobre 17- 9 frs.
N° spécial de Programme Communiste -- B.P. 375-Marseille-Colbert ccp 220222
Marseille.

Nous reviendrons sur ce texte pour en faire la critique.

- "Le Gauchiste"- N°1- décembre 68 - Josset, 1 avenue Molière, 77-Montreuil.
Bulletin local dont voici la présentation: " la fabrication rédactionnelle et matérielle de ce bulletin réunit un ensemble de camarades ouvriers, employés et étudiants, qui, marxistes, chrétiens et libertaires, ont décidé de mettre en commun leur travail et leur volonté. Nous refusons la représentativité ouvrière par un parti ou un syndicat qui ne représentent qu'eux-mêmes. Seule la classe ouvrière est représentative d'elle-même. Pour nous, le socialisme ne peut être que le pouvoir ouvrier exercé souverainement par les assemblées d'usines que sont les conseils ouvriers.
La classe ouvrière redécouvre ces véritables organes de lutte à chaque crise de la société: Russie 1095-1917, 1921, Allemagne 1919, Espagne 1936 Hongrie 1956, France 1968.

"Prolétaires du monde entier, descendez dans vos propres profondeurs, cherchez-y la vérité, créer la vous mêmes, vous ne la trouverez nulle part ailleurs". (Testament de la Makhnovtchéna).

Au sommaire: Répression et violence (discussion sur le texte d'ICO-Oct.68)
Guerre ou Paix- Lettre ouverte à la CGT (par un syndique CGT-EDL exclu comme hérétique)- Misère chromée-quelques informations locales.

Le dernier numéro d'INTERLUTTES dont nous avons parlé dans le numéro de décembre, est daté aussi de décembre. Il semble que, pour des raisons mal déterminées, cette publication ait interrompu sa parution (13 rue Pascal-Paris-13ème).

C.H.A.R. (bulletin du Comité Hachette d'Action Révolutionnaire- adresse postale uniquement Jean Renault- 73 Rue Blanche, Paris 9ème)

N° I- Participation pour qui, pourquoi- Qui va payer?

MAI 68- C.S.F. Brest: brochure du syndicat des métaux CFDT de Brest. donne des détails sur l'occupation de l'usine de la CSF à Brest et tous les tracts sortis pendant la grève. Aucune adresse- brochure vendue 1f60 à la librairie Maspéro Paris-

INTEREDUCATION: N° 6- décembre 68- 8 rue Marcelin Berthelot- 92- Montrouge-

ensemble d'articles sur l'éducation et l'enseignement.

LA BASE: bulletin du comité d'action des enseignants -

Pourquoi un C.A. des enseignants- qu'est-ce que le C.A.- la grève chez les enseignants- participation bidon- (J.C. Diez, groupe scolaire Raymond Poincaré Garçons- 84 avenue de la République- 93 La Courneuve-)

C.H.I.E.R.S du COMMUNISME de CONSEILS : le N° 2 est paru (janvier 69- 2 frs- Camoin Robert- B.P. N° 15- 13 Marseille 12ème).

Au sommaire: Les Conseils Ouvriers (Chazé) Otto Rulhe et le mouvement ouvrier allemand (P. Mattik)- La conception du socialisme chez O. Rulhe (S. Frank).

Numéros d'ICO demandés:

collection:

des camarades cherchent les numéros suivants pour compléter leur

I-3-4-5-6-7-8-10- (2 numéros) II-13-17-27-30-47-74 (propositions à ICO)

Brochures disponibles actuellement:

- Qu'est l'organisation? (supplément au N° 55- décembre 66)
discussion avec le G L A T sur les conceptions de l'organisation et de la lutte de classe)

Of.60

- Les Provos et la Lutte de Classe: 1 fr .

- Le mouvement pour les Conseils Ouvriers en Allemagne (1fr).

- La Grève généralisée en France Mai-Juin 68 (2f60).

envoi contre des timbres ou virement au ccp.20.147-54 Paris.

Rectificatif

Les camarades de "Noir et Rouge" précisent que le dernier numéro paru et annoncé dans le dernier ICO sous le N° 41-42 est en réalité le 42-43, ce dernier numéro figurant d'ailleurs bien sur la première page de N.R. mais une erreur d'impression ayant conduit à mentionner "41-42" sur la couverture.. Cette petite précision pour éviter toute confusion dans les commandes de numéros futurs!

ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

Mai - Juin

LA RECUPERATION DES HEURES DE GREVE

suite de l'article du n° 76 -décembre 1968 -auquel il manquait une page (voir page 30 bis à la fin de ce bulletin) et dont la suite n'était pas annoncée .

civil, font discrètement leur apparition. Des employés ont l'idée de mettre des panneaux sur la façade: " donnée mardi, reprise vendredi, parole de dirigeant". Les affiches furent déchirées, des employés bousculés, menacés par des cadres ex-grévistes CGT, qui ne pouvaient admettre que l'on mette en cause publiquement, un dirigeant de l'entreprise. L'argument était qu'il n'était pas "responsable de la décision". Cela ramène à la signification à donner au tract diffusé dans la rue et à celui diffusé le matin: l'accent était mis sur "l'intrusion gouvernementale". On portait le conflit sur le plan politique: sous-entendu, cela pourrait changer avec de "bonnes élections". Les syndicats avaient bien pris le virage: pas de conflit avec la direction de l'entreprise, pas d'agitation, tout cela avec comme point de chute les élections. D'où la réaction violente des dirigeants syndicaux à ce qui paraissait une tentative de débordement.

L'après-midi du lundi, les employés, sans mot d'ordre syndical ou autre, décidèrent de ne rien faire, en attendant le lendemain, mardi 11 juin, où une manifestation avait été envisagée dans l'après-midi devant le ministère des Finances, toutes les boîtes d'assurances nationalisées réunies: c'était tout au moins ce qu'avaient dit le matin les délégués du comité de grève à l'assemblée générale des employés. Ce lundi après-midi, il y eut deux réunions bien distinctes: d'un côté, le comité de grève réduit aux employés, aux cadres non CGC et à quelques têtes syndicales (ceux de la CGT sont absents), discute de la mise en place du comité de gestion. De l'autre, les cadres CGC, (largement majoritaires) pour décider de la conduite à tenir.

Il est difficile de dire, à ce moment crucial, qui manœuvre, qui est sincère, qui est dépassé par ses propres positions. Toujours est-il que dans le comité de grève réduit, on met au point la composition et le mode d'élection du comité d'action: des représentants syndicaux, des cadres, des employés, participent à la rédaction d'un texte- qui devrait être diffusé le lendemain- détaillé puisqu'il comporte même d'après les effectifs de chaque service, le nombre de délégués qui doivent être désignés.

Le retour de quelques cadres de la réunion CGC en fin d'après-midi ne modifie pas ce projet. A la demande d'un représentant de la CGC, il est ajouté une phrase qui accentue encore la domination syndicale: le comité d'action fonctionnera sous l'égide des comités d'entreprise. Le tract comporte deux parties: un préambule explicatif et une liste de tous les services avec le nombre de délégués qu'ils devront élire.

Voici le texte du préambule:

" Pour répondre à la situation nouvelle créée par la remise en cause de la décision concernant le paiement des heures de grève et envisager toutes formes d'action appropriées, le comité de grève a décidé de mettre en place un Comité d'action composé de la manière suivante:

- A) Pour moitié: des représentants désignés par les organisations syndicales et les cadres,
- B) Pour moitié: des représentants élus par les employés et agents de maîtrise par service, département ou fonction sur la base d'un délégué par fraction de 100 employés (les sections séparées de nombre inférieur à 30 se joignant à des services voisins).

" les employés concernés voudront bien élire ces délégués selon des modalités qu'ils détermineront eux-mêmes; ces délégués voudront bien se faire connaître dès leur désignation à la salle des Conférences-Vie, 2ème étage. En cas de difficultés contacter ces mêmes camarades.

"La création de ce Comité d'action a d'abord pour but de permettre de connaître la volonté des employés pour tout ce qui pourrait être envisagé; les délégués devront donc se considérer comme responsables devant les employés qui les auront désignés, les informer exactement des discussions au sein du Comité d'action et rapporter au comité d'action les opinions de chacun.

" Ce comité fonctionnera selon les modalités qu'il précisera lui-même, sous l'égide des comités d'entreprises.

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e
Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**
Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.